HISTORIA
magazine (19)



Hebdomadaire paraissant le mercredi - n° 212 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE

GUY MOLLET: L'ÉMEUTE

« Il doit être solennellement affirmé que le sort définitif de l'Algérie ne sera pas déterminé unilatéralement. »

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les mercredis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Adjoint : *Geneviève de Lachaux*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Claude Rebelo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21 311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE :
61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE :
S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements sont pris à partir du n° 194.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.



LES ULTRAS CONTRE CATROUX

Yves COURRIÈRE

ENCORE un 6 février ! Voilà une date clef dans l'histoire politique moderne de la France. Hasard ? Destin ? Qu'importe ! Seuls les faits demeurent.

Et ce 6 février 1956 restera comme un tournant essentiel dans l'histoire de la guerre d'Algérie.

Guy Mollet, annonçant la constitution de son cabinet, déchaîne à Alger des passions que l'on n'a pas l'habitude de museler. Un nom rassure : Bourgès-Maunoury, ancien ministre de l'Intérieur d'Edgar Faure, devenu ministre de la Défense nationale. Il se révèle comme l'homme-Algérie « à poigne » de la IVe République. Mais Mendès-France, mais Mitterrand, mais Catroux... autant de soufre jeté dans le brasier entretenu par les ultras !

Venu en « homme de gauche » pour imposer à l'Algérie le général Catroux, un ministre résident que refusent les conservateurs, Mollet en repartira la tête basse, ayant cédé sur tous les points à une Algérie européenne qui entend bien dicter sa politique à Paris.

Face à l'émeute d'Alger du 6 février, Mollet accepte « avec reconnaissance » la démission de Catroux, le libéral, l'homme qui a tout fait pour le règlement de cette affaire marocaine qui évolue vers l'indépendance...

C'est Robert Lacoste qui va remplacer le vieux général. Syndicaliste, « la tripe républicaine », socialiste dans l'âme, Lacoste doit imposer à l'Algérie une solution libérale qui ne cédera ni aux ultras européens ni aux extrémistes du F.L.N. Tâche difficile. Elle n'est pas faite pour déplaire à ce bulldozer, véritable « bête politique » qui entend ne pas se « laisser marcher sur les pieds ».

Le monde bouge en ce début de l'année 1956. Le groupe arabo-asiatique a renoncé à porter l'affaire algérienne devant le Conseil de sécurité de l'O.N.U. A Moscou, Nikita Khrouchtchev – lors du XXe Congrès du parti – a jeté à bas l'idole stalinienne, provoquant chez les militants communistes du monde entier la plus grave crise de conscience qu'ils aient jamais vécue.

Mais « la leçon du monde » ne vaut pas plus en Algérie qu'ailleurs.

Lacoste – le nouveau – se voit pressé d'exécuter les condamnés, d'appliquer une politique de fermeté avant de mettre en œuvre une politique d'apaisement qui devrait conduire à un cessez-le-feu et à des élections enfin libres. Personne ne s'en soucie en Algérie, où la « victoire » du 6 février a creusé davantage encore le fossé entre les deux communautés.

Y. C.

SOMMAIRE N° 212

Couverture : Photo Gilles Caron/Gamma

Darolle-Gamma

◄ Le 31 décembre 1955, Guy Mollet devient président du Conseil, et c'est alors le général Catroux qu'il désigne comme ministre résident en Algérie, après Soustelle. Ce sera le drame.



René Coty, ► président de la République, à l'heure où la IVe République affronte le problème le plus sombre de son histoire coloniale.

France-Press



Mendès-France. ► Porte-parole du Front républicain. Il entre au gouvernement de Guy Mollet comme ministre d'État sans portefeuille.

Marc Riboud/Magnum



Mitterrand devient garde des Sceaux. Sa présence dans le gouvernement va susciter la colère des Français d'Algérie : « Un bradeur ! » ▼

France-Press

FÉVRIER 1956 UN SECOND FRONT: LES EUROPÉENS

Lorsqu'ils prennent connaissance de la composition du gouvernement constitué, fin janvier, par le président du Conseil, Guy Mollet, les leaders ultras parlent d'une « véritable provocation ». Ils s'indignent, en effet, de la présence, au sein de ce cabinet, du « bradeur de l'Afrique noire », François Mitterrand, devenu garde des Sceaux, et plus encore de celle de leur vieil ennemi, Pierre Mendès-France, qui revient au pouvoir comme ministre d'Etat sans portefeuille.

Leur colère se transforme en fureur lorsque le président du Conseil désigne ►

Mollet remplace Soustelle par Catroux. Alger refuse ce choix. Dans u



François Pages/Match



Guy Mollet, devant les réactions des pieds-noirs après la nomination de Georges Catroux, s'entretient avec Le Troquer. Il décide de se rendre lui-même à Alger, pour « introniser » le nouveau ministre résident. Parmi les associations algéroises les plus virulentes, celles des anciens combattants *(photo de droite).*

un ministre résident pour l'Algérie, afin de démontrer que celui qui exercera désormais l'autorité à Alger sera non pas un simple représentant du gouvernement, mais un membre de ce gouvernement, et que son choix se porte sur le général Georges Catroux, grand chancelier de la Légion d'honneur.

Catroux, pour les pieds-noirs conservateurs, c'est l'homme qui, haut-commissaire en Algérie en 1944, a fait bénéficier les musulmans de « réformes démagogiques » et qui, plus récemment, a préparé « la capitulation de la France au Maroc » en se rendant auprès du sultan Mohammed ben Youssef, exilé à Madagascar, et en négociant le retour du souverain chérifien sur son trône. On ne doute pas, dans les milieux activistes d'Alger, que ce « traître » ne soit « prêt à abandonner l'Algérie comme il a abandonné le Maroc ». Ne choisit-il pas comme directeur de cabinet l'ancien résident général à Rabat, Gilbert Grandval, celui-là même qui a « tout cédé à Mohammed ben Youssef » ?

La preuve des noirs desseins du tandem Mollet-Catroux est apportée, affirme-t-on, par la déclaration gouvernementale du leader socialiste. Investi, le 1er février, par l'Assemblée nationale par 420 voix contre 72, Guy Mollet déclare en effet que « le sort définitif de l'Algérie ne sera, en aucun cas, déterminé unilatéralement », ce qui indique bien son intention de traiter un jour avec des porte-parole des musulmans, y compris le F.L.N. Il ajoute qu'il entend procéder à « une véritable consultation populaire par de libres élections au collège unique », et, ce faisant, il rallume une querelle passionnée, car la lutte contre le collège unique a toujours été, depuis 1947, le cheval de bataille des ultras.

Les imposantes manifestations organisées, le 2 février, à l'occasion du départ de Soustelle ont pris, à Alger, la valeur d'un « premier avertissement » adressé aux autorités de Paris. Quelques heures après ces démonstrations tumultueuses, le préfet d'Alger, Collaveri, envoie à Guy Mollet un télégramme dans lequel il déconseille au chef du gouvernement de se rendre dans la capitale algérienne. Le maire libéral d'Alger, Jacques Chevallier, exprime — une fois n'est pas coutume — le même point de vue que ce haut fonctionnaire lié aux chefs de file de la grande colonisation et supplie le président du Conseil de « ne pas se jeter dans la gueule du loup ». Guy Mollet, cependant, refuse de tenir compte de ces avis.

Il déclare, le 3 février, au conseil des ministres : « Je me rendrai dès le 6 février à Alger et je déposerai une gerbe au monument aux morts. Je procéderai ensuite à toutes consultations utiles pour m'informer et mieux connaître les aspirations de tous. Après quoi, j'installerai officiellement le général Catroux, qui arrivera le 10 février. » Trois ministres — Pierre Mendès-France, François Mitterrand et le responsable des affaires tunisiennes et marocaines, Alain Savary — suggèrent un autre plan : « Vous ne contrôlez pas assez la situation sur place, disent-ils à Guy Mollet, pour tenter un tel pari. Vous agiriez d'une manière plus prudente en faisant d'abord renforcer le

climat survolté, l'épreuve de force se prépare

E.C.P.A.

dispositif de sécurité à Alger, en arrivant dans la capitale à l'improviste et de nuit, et en imposant, le lendemain matin, jouant de l'effet de surprise, les décisions nécessaires. » Comme cette opinion demeure minoritaire au sein du gouvernement, Guy Mollet, finalement, maintient ses décisions, et son programme est rendu public.

Branle-bas de combat

C'est, dès lors, à Alger, le branle-bas de combat. Pendant que le leader socialiste s'en va, le 4 février, dans sa circonscription d'Arras, fêter son investiture au milieu de ses amis, les grandes organisations traditionnelles de l'activisme algérois commencent à mobiliser leurs troupes pour « relever comme il convient le défi qui vient d'être lancé à la population européenne ».

La plus importante de ces organisations est le « Comité d'entente des anciens combattants ». Ce cartel, créé en 1953, groupe toutes les « organisations patriotiques nées de la première et de la seconde guerre mondiale », et seuls quelques groupements dissidents — la fédération algéroise de l'Union française des anciens combattants (U.F.A.C.), les Anciens de la division Leclerc (2e D.B.), la Fédération nationale des anciens de la Résistance, la Fédération nationale des déportés et internés de la Résistance, les Policiers résistants, l'Association de la Libération française, le groupement « 8 novembre 1942 », l'Association des Français libres d'Algérie — refusent de le suivre.

Lors de la réunion du 4 février, on



A.F.P.

Collaveri, préfet d'Alger. Il va tenter de convaincre Guy Mollet de renoncer à son voyage à Alger, allant jusqu'à se rendre à Paris pour une entrevue avec le président du Conseil. Ce sera en pure perte. Mollet refuse.

voit s'affirmer, au sein du « Comité d'entente », la prépondérance des deux organisations les plus intransigeantes : l'Association des anciens du corps expéditionnaire d'Indochine et l'Association Rhin et Danube, qui fournit au mouvement ses gros bataillons en même temps que ses deux principaux dirigeants, Autier et Roux. Aussi les résolutions présentées au terme des débats apparaissent-elles comme particulièrement catégoriques.

Les anciens combattants européens réclament la proclamation de l'état de siège en Algérie, l' « exécution immédiate des terroristes F.L.N. condamnés à mort », l' « annulation du projet de création d'un collège électoral unique ».

Un orateur s'écrie : « Catroux, nous n'en voulons pas ! S'il arrive ici, que tous les décorés aillent jeter leurs décorations au pied du monument aux morts ! » Cette idée n'est pas retenue, mais le « Comité d'entente » appelle tous ses adhérents à participer, le lendemain, à un grand défilé protestataire.

L'Association des élus d'Algérie, deuxième grande organisation activiste dont le fer de lance est la Fédération des maires de l'Algérois, présidée par le maire de Boufarik, Amédée Froger, se réunit, elle aussi, d'urgence, sur convocation du président de son comité directeur, Raymond Laquière, maire de Saint-Eugène, ancien président de l'Assemblée algérienne. Ce dernier rend compte de la mission qu'il a effectuée à Paris, le 3 février, en compagnie du directeur de *l'Echo d'Alger,* Alain de Sérigny. Il explique qu'il a essayé de faire connaître à l'opinion métropolitaine les sentiments de la population européenne d'Algérie et qu'il a notamment accordé au *Monde* une interview dans laquelle il a déclaré : « Ce qu'on appelle le F.L.N. n'est, en réalité, qu'une poignée de terroristes. » Il provoque, d'autre part, l'indignation de son auditoire en insistant sur l' « arrogance » dont a fait preuve Guy Mollet lorsqu'il a reçu les deux envoyés spéciaux venus d'Alger : le chef du gouvernement ne leur a-t-il pas déclaré : « Je n'ai pas de conseils à recevoir de vous. C'est moi le patron » ?

« Nous allons lui montrer s'il est, ici, véritablement le patron », tonne Laquière, soutenu avec véhémence par Froger. L'Association des élus d'Algérie


Photo Fraternité Française

Pierre Poujade

Les poujadistes donnent le ton

Un mouvement ultra nouvellement implanté – celui des poujadistes – joue un rôle particulièrement important dans la préparation de la manifestation du 6 février contre Guy Mollet. Le phénomène s'explique, d'une part, par la forte personnalité d'un leader comme Jo Ortiz, qui a rejoint les rangs des partisans du papetier de Saint-Céré, et, d'autre part, par le fait que le succès remporté aux élections du 2 janvier 1956 par l'organisation de Poujade, l'U.D.C.A. (Union pour la défense des commerçants et artisans) permet, pour la première fois, aux ultras d'Algérie de disposer, en métropole, du soutien inconditionnel d'un courant de droite dynamique.

Cet appui est d'autant plus actif que Pierre Poujade n'est pas sans attaches avec l'Algérie européenne. Sa femme, Yvette, fille d'un contrôleur des contributions d'Alger, a été infirmière à l'hôpital Maillot. C'est, d'autre part, à Alger que l'U.D.C.A. a tenu son premier congrès. Poujade y avait alors prononcé un grand discours dont le fond – antiparlementarisme et anticommunisme – et la forme – éloquence imagée et triviale – avaient séduit bon nombre de pieds-noirs.

Parlant des problèmes locaux, le chef de l'U.D.C.A. s'était écrié : « Si j'étais au pouvoir, je traiterais l'Algérie comme je traite ma femme : avec, d'une main, un gourdin et, de l'autre, une bourse pleine d'or. Le gourdin, pour frapper tous ceux qui se signalent par leurs activités antifrançaises, la bourse pour dépenser l'argent qu'un gouvernement digne de ce nom devrait débloquer, à Paris, pour équiper et mettre en valeur cette belle et laborieuse province trop longtemps abandonnée. » A l'issue de ce premier congrès, un leader local, Goutallier, avait été élu président de la commission « Union française » de l'U.D.C.A. et l'hebdomadaire du mouvement, Fraternité française*, rédigé 26, rue de la République, à Saint-Céré (Lot), avait été massivement mis en vente dans les kiosques d'Alger.*

Imprimeur d'art en 1940, Roger Goutallier a reçu des mains du maréchal Pétain, à l'époque de Vichy, un diplôme de « premier ouvrier de France ». Il a milité activement dans les organisations pétainistes, ce qui lui a valu, en 1944, une condamnation à vingt ans d'indignité nationale. Il a changé de métier après la guerre et, au moment où il prend contact avec Poujade, il est devenu restaurateur rue Burdeau. Il jouit d'une certaine influence dans les milieux de commerçants et d'artisans d'Alger. Son adhésion et celle de Paul Chevalet, un métropolitain qui s'occupe des écoles de cadres et de la presse de l'U.D.C.A., et qui est l'héritier d'une grosse fortune en Algérie, permettent à Poujade de constituer en quelques semaines, à Alger, autour de ces deux notables, une organisation importante.

Celle-ci met d'abord l'accent sur les revendications professionnelles des commerçants et artisans, et notamment sur la lutte « contre la bureaucratie des fonctionnaires et contre la fiscalité écrasante », mais elle se politise et se radicalise rapidement sous l'influence de deux nouvelles recrues : Bernard Lefèvre et Jo Ortiz.

Le Dr Bernard Lefèvre, médecin homéopathe, est un maurrassien partisan d'un « corporatisme à la Salazar ». Cet intellectuel myope est un fanatique froid qui parle peu mais qui écrit beaucoup. Il donne au poujadisme algérois une idéologie sommaire et il développe souvent des thèses qu'Alain de Sérigny résume parfois d'une manière journalistique dans ses éditoriaux de l'Écho d'Alger.

Aussi paillard que Lefèvre est ascétique, Ortiz, lui, ne se soucie guère de théorie. Son domaine, c'est la bagarre. Nommé responsable du service « Action » du mouvement, il recrute 700 gaillards décidés, experts dans l'art de la bataille de rue.

A ces militants politiques, dont beaucoup des plus anciens ont appartenu, en 1941-1942, à la « Légion des combattants » et au « Service d'ordre légionnaire » de Pétain, s'ajoutent un certain nombre de « gros bras » qu'Ortiz fait venir, dans les grandes occasions, de Philippeville et de Bône, et que le mouvement rétribue pour leur « participation active » à telle ou telle manifestation. Le mouvement poujadiste est ainsi devenu, en février 1956, non seulement une puissance politique, mais une force de choc redoutable.



A. Lefèbvre/Match

pour la première fois, les "paras" dans Alger, vont assurer l'ordre

décide qu'elle fera à Guy Mollet, lorsqu'il se présentera à Alger, une conduite de Grenoble. Pour commencer, elle reprend à son compte le réquisitoire contre le collège unique et les revendications lancées par le Comité d'entente des anciens combattants. L'un des participants, Battistini, qui rencontre, à la sortie de cette assemblée, Ferhat Abbas, termine la conversation par ces mots : « Le F.L.N. nous a enseigné que la violence est payante pour les musulmans. Nous allons organiser la violence des Européens et démontrer que celle-là aussi est payante. »

La violence pour la « défense de l'Algérie française » est également à l'ordre du jour de la réunion du « Comité d'action universitaire », qui groupe environ deux cents étudiants et lycéens et qui est principalement animé par deux enseignants : le professeur d'histoire du droit Jacques Lambert, qui avait été suspendu en 1944 à cause de ses activités pétainistes, et le professeur d'économie politique Georges-Henri Bousquet. Cette organisation adopte à l'unanimité les mots d'ordre du « Comité d'entente des anciens combattants ».

Les décisions les plus frénétiques sont cependant celles qui sont prises 49, rue Sadi-Carnot, au siège de « l'Union



française nord-africaine » (U.F.N.A.). L. Boyer-Banse, qui dirige cette organisation après avoir présidé la section algérienne de « Présence française » et le mouvement « Vigilance africaine », envoie en effet une « circulaire aux mili-

◄ Affiches annonçant Jean-Baptiste Biaggi, du barreau de Paris et gaulliste de droite. Il arrive à Alger quelques jours avant Guy Mollet et veut donner au 6 février un caractère révolutionnaire irréversible.



Le 4 février, à l'appel du Comité d'entente des anciens combattants, 20 000 personnes environ défilent, en silence, dans les rues d'Alger. Ici, boulevard Carnot. ►

A. Lefèbvre/Match

Mot d'ordre : grève générale et ville en deuil pour accueillir Mollet et le remplaçant de Soustelle. Aussitôt, dans Alger, les vitrines, les balcons se voilent de crêpe, comme par enchantement.
▼

Match/François Pages

tants », indiquant la direction quelque peu aventuriste dans laquelle, selon lui, doit s'orienter le combat pour conjurer le « péril imminent qui menace l'Algérie française ». « Il y a pour vous deux issues, déclare ce texte : la réaction massive ou la mort. Si nous sommes nombreux, nous pourrons paralyser les échanges avec la métropole et, par là, provoquer des remous financiers, seuls capables de leur ouvrir les yeux. Une révolte bien conduite obligera les dirigeants à céder et à s'incliner : ils auront peur de la guerre civile et s'inclineront devant nos volontés. »

Un complot et des renforts

Comme le journal de l'U.F.N.A., *Prestige français,* ne pourra être mis en vente que le 9 février, l'organisation fait immédiatement imprimer des tracts qui sont distribués notamment parmi les petits agriculteurs de la Mitidja et qui présentent le cabinet Guy Mollet comme « un gouvernement de trahison, un gouvernement de capitulards, de traîtres, de pourris, de lâches et de vendus ».

Certains cadres de l'U.F.N.A., qui se réunissent chez le secrétaire général de l'organisation, Robert Martel, commencent à échafauder les plans d'une véritable conjuration. Ils envisagent sérieusement, même s'ils en mesurent les risques, l'hypothèse selon laquelle quelques centaines de conjurés, armés dans certains dépôts déjà constitués clandestinement à Maison-Carrée, à Koléa et dans la forêt de Baïnem, pourraient passer à l'action à l'heure H, occuper la poste, la radio, les principaux édifices publics, arrêter certains hauts fonctionnaires « douteux » (dont une liste est dressée), faire prisonnier Guy Mollet, lui imposer, ainsi qu'aux autorités de Paris, une sorte de « négociation franco-française » et lui dicter les conditions d'une « solution satisfaisante du problème algérien »... « Si nous ne parvenons pas à nos fins, s'écrie un fanatique, il faudra que l'un de nous fasse ce qu'a fait Bonnier de la Chapelle avec Darlan : qu'il aille descendre Catroux ! »

Les rumeurs au sujet d'un complot en préparation parviennent très vite jusqu'au directeur de la sûreté nationale, Mairey, qui, précédant le président du Conseil, vient d'arriver à Alger, tout comme le secrétaire d'Etat à la Guerre, Max Lejeune.

Mairey et Lejeune avertissent le gouvernement, qui prend d'importantes mesures de précaution. Un « cordon de protection » est mis en place aux points névralgiques d'Alger. Douze compagnies de C.R.S., d'abord rassemblées à Marseille, sont acheminées vers la capitale de l'Algérie par un véritable pont aérien. Plusieurs détachements de parachutistes, sous les ordres du général Massu, sont chargés, pour la première fois depuis le début de la guerre, de maintenir l'ordre à Alger. Max Lejeune téléphone à Guy Mollet pour lui dire qu'il se porte garant du loyalisme des chefs militaires, tous persuadés du patriotisme du président du Conseil, mais que la situation lui paraît tout de même sérieuse.

La situation est d'autant plus sérieuse que l'arrivée des C.R.S. exaspère la plupart des pieds-noirs. Ceux-ci n'avaient eu ►



A. Lefèbvre/Match

Avenue Pasteur, devant la paisible devanture d'une maison de blanc « A la ville de Grenoble », vont désormais se rassembler les manifestants. Cette maison de blanc est située en bordure des escaliers des jardins Laferrière, en contrebas du monument aux morts. Les cortèges passent toujours par l'avenue Pasteur.

le 4 février : répétition générale. Défilé silencieux de 20 000 anciens combattants

affaire, au cours des manifestations précédentes, qu'à une police locale plutôt complaisante, mais ils sentent que, cette fois, ces métropolitains, ces « patos » casqués et armés, leur disputeront chèrement le pavé. La température monte à Alger.

Le 5 février, 20 000 anciens combattants défilent en silence derrière leurs drapeaux cravatés de crêpe. Leurs leaders se réunissent après cette démonstration et décident de s'adresser à René Coty « pour que le président de la République comprenne bien que le maintien du général Catroux au poste où l'a nommé Guy Mollet signifierait l'effondrement de l'Algérie et pour qu'il mette le gouvernement en face de ses responsabilités ».

Un nouveau venu, qui était l'invité d'honneur à cette manifestation, tient la vedette. Il s'agit de Jean-Baptiste Biaggi, président fondateur de l'Association des commandos de France, héros de la guerre et de la Résistance et gaulliste d'extrême droite. Cet avocat, petit et corpulent, comme son compatriote Napoléon Bonaparte dont il est un fervent admirateur et dont les effigies peuplent son appartement parisien meublé en style Empire, prononce devant ses pairs, une harangue passionnée dont la péroraison est une exhortation à descendre dans la rue.

Le "Comité de défense" prend l'offensive

Le même appel est lancé par Jo Ortiz, le leader ultra qui possède la « Brasserie du Forum ».

Ce politicien truculent ne s'exprime pas avec l'éloquence fleurie de Me Biaggi, mais il parle d'autant plus haut qu'il est conscient d'avoir derrière lui, en tant que chef du groupe « Action », les poujadistes, les troupes les plus décidées du mouvement activiste. L'organisation poujadiste a tenu, depuis le 3 février, plusieurs réunions en présence de deux députés venus de Paris sur ordre de « Pierrot » Poujade : le vice-président du groupe parlementaire Bouyer, député de la Charente-Maritime, et le député du Finistère, Demarquet, un étudiant en médecine à la carrure athlétique et au regard brûlant. L'ardeur combative de ces deux néophytes a durci les positions d'un mouvement auquel ses deux principaux dirigeants locaux, Goutallier et Chevalet, avaient donné jusque-là une ligne relativement prudente.

C'est finalement le point de vue extrémiste qui l'emporte lorsque Ortiz parle d'une formidable manifestation devant le monument aux morts et que ses propos recueillent l'approbation générale. De nombreux conciliabules ont lieu entre Biaggi, Boyer-Banse, Martel, les leaders du « Comité d'entente des anciens combattants » et ceux du « Comité d'action universitaire ». Une rencontre présidée par le professeur Georges-Henri Bousquet aboutit à la création d'un « Comité de défense de l'Algérie française », qui coiffe — au moins provisoirement — toutes les fractions du mouvement ultra et qui, du coup, se sent assez représentatif pour engager vigoureusement une bataille dont les objectifs sont approuvés par tous : obliger Guy Mollet, qui arrive le lendemain à Alger, à abandonner, sous la pression de la rue, le principe du collège unique, et contraindre le président du Conseil à « se débarrasser du général Catroux ».

La tactique mise au service de cette stratégie offensive est, dans la soirée, connue des Européens d'Alger, auxquels le « Comité de défense de l'Algérie française » lance un double appel :

1) *Appel à la grève générale.* « C'est dans une ville déserte, en deuil, mais vigilante et décidée, qu'arrivera Guy Mollet. Les commerçants fermeront leurs boutiques. Les parents n'enverront pas leurs enfants dans les écoles primaires ou au lycée. Des piquets de grève seront placés devant les établissements scolaires » ;

2) *Appel à une manifestation devant le monument aux morts.* « Il faut que Guy Mollet sache, au moment où il saluera ceux qui sont tombés au champ d'honneur, combien les frères de tous ces héros sont indignés par sa politique de concessions et combien ils sont déterminés à empêcher l'abandon qu'on voudrait leur imposer. »

Les jeux sont faits. Tout est en place pour la grande scène du deuxième acte de la guerre d'Algérie : le déchaînement spectaculaire des Européens d'Alger contre le président Guy Mollet. **H**

Jean FINOIS



Maison-Blanche, l'aérodrome d'Alger, qui, pendant huit ans, fera d'Alger un faubourg de Paris. C'est là que Guy Mollet va se poser, le 6 février, avec une avance voulue sur son heure d'arrivée.

Dimka/Swatchine

DERRIÈRE LE FOLKLORE DES PIEDS-NOIRS

LORSQUE, le lundi 6 février, à 11 h 15, Guy Mollet s'apprête à monter dans l'avion qui doit l'amener à Alger et qu'il fait ses adieux, sur l'aérodrome de Villacoublay, aux ministres — Pierre Mendès-France, Georges Catroux, Robert Lacoste, Maurice Bourgès-Maunoury, Félix Houphouët-Boigny — venus le saluer à son départ, il sait bien qu'il aura une rude journée, mais il ne se doute pas de la gravité des épreuves qui l'attendent. Les soixante-dix journalistes français et étrangers qui sont partis un peu plus tôt, par un avion



Match/A. Lefèbvre

◀ A 14 h 30, quand l'avion qui amenait Guy Mollet se posa à Maison-Blanche, la foule algéroise avait déjà suivi le mot d'ordre : « Tous dans la rue. » La veille, dix compagnies de C.R.S. étaient arrivées de métropole et, depuis 13 heures, le général Massu et le colonel Godard étaient installés au commissariat central pour diriger les troupes du maintien de l'ordre. Cette mission a été confiée, la veille, à la 10e D.P., pour la première fois.



A. Lefèbvre/Match

Musettes, casques, ▶ armes déposés sur les murettes des hauteurs d'Alger. C'est pour un fauteuil, dans cet édifice, celui du remplaçant de Jacques Soustelle, que la crise va éclater, violente, périlleuse. Rameutant sur Alger des renforts de sécurité, qui vont tenir les points névralgiques. Château-Jobert et une compagnie du 2e R.P.C. sont au palais d'Été, une compagnie du 1er R.E.P. est stationnée boulevard Carnot.



Match/François Pages

◀ L'arrivée de Guy Mollet donne lieu à différentes manifestations dans la plupart des quartiers d'Alger, et le service d'ordre doit intervenir fermement pour calmer les passions. Le président du Conseil doit faire face à une situation qu'il n'avait pas prévue. Les ultras, en effet, pensent que pour garder leurs terres, il est nécessaire d'entretenir l'agitation à Alger, encadrer les hommes, faire de la « guerre psychologique » dans la rue.



maison-blanche. Guy Mo

spécial, savent bien que le voyage présidentiel ne sera pas de tout repos, mais aucun ne mesure pleinement l'ampleur et la violence des tumultes qu'il aura à relater dans ses articles. C'est seulement lorsqu'ils posent le pied sur l'aérodrome de Maison-Blanche, où règne déjà une extrême nervosité, qu'ils réalisent qu'ils vont vivre des heures mouvementées.

Le quadrimoteur du chef du gouvernement atterrit à 14 h 30 sur la partie militaire de l'aérodrome. Le vent qui balaie un ciel gris éclairé par un pâle soleil d'hiver est froid — moins glacial cependant que l'accueil qui est réservé au chef du gouvernement lors de la réception protocolaire à l'aérogare.

Émeute au monument aux morts

Aucun des notables importants d'Alger n'est venu entendre l'allocution de Guy Mollet, qui s'efforce d'être chaleureux (« Je viens avec une totale bonne volonté... »), mais qui ne recueille que quelques applaudissements polis des hauts fonctionnaires préoccupés. Seul est présent, parmi les élus, le maire d'Alger, Jacques Chevallier, entouré de ses adjoints, Arnold et Rim. Le premier magistrat de la cité sait ce qui se prépare.



Match/François Pages

◀ Guy Mollet vient d'arriver à Alger. Visages tendus. Encadré par Max Lejeune et Maurice Cuttoli, secrétaire général du G.G., il passe les troupes en revue. Derrière lui, Abdelkader Saïah, président de l'Assemblée algérienne.

let :"Je viens avec une totale bonne volonté..."

Il suggère au président du Conseil de changer l'itinéraire de son cortège afin de déjouer les plans de ses adversaires et de passer par le ravin de la Femme-Sauvage pour rejoindre le monument aux morts par un chemin nouveau. Guy Mollet, cependant, rejette cette idée.

Le long des 20 kilomètres qui séparent Maison-Blanche d'Alger, des centaines et des centaines de soldats en tenue de campagne kaki, l'arme au pied, des tirailleurs sénégalais, des légionnaires, des C.R.S. font, entre les palmiers, une chaîne impressionnante. Derrière cette haie, c'est le vide. Pas un pied-noir. Le mot d'ordre « abstention et boycott » lancé la veille est scrupuleusement suivi. Des groupes de musulmans sont venus, ici et là, voir passer le cortège, mais ils ne manifestent pas leurs sentiments.

A l'entrée d'Alger, on ne voit, dans les faubourgs, que des chars stationnant aux carrefours, des camions de soldats ou des cars de police barrant les rues, des jeeps équipées de téléphone et de radio. Les autobus ne fonctionnent pas. La « grève des Européens » est vraiment générale. Les commerçants ont baissé le rideau de fer de leurs magasins et certains ont collé sur leurs vitrines des affiches barrées de noir : « Fermé pour cause de deuil. » Les trottoirs sont déserts.

C'est au centre de la ville que les protestataires se sont rassemblés par milliers. Une foule énorme s'est massée le long du plateau des Glières, sur le Forum, sur les escaliers et les rampes qui mènent au Gouvernement général, devant la grande poste, sur le boulevard Baudin. Des grappes humaines s'écrasent aux balcons des immeubles. Les anciens combattants, qui lèvent leurs drapeaux, entourent le monument aux morts, derrière un cordon de fusiliers marins, de goumiers et de C.R.S. en tenue bleue ou en ciré noir, casqués, masqués, la grenade au ceinturon et le mousqueton à la main. Un peloton de spahis à cheval, en burnous blanc et rouge, sabre au clair, se tient non loin des grilles du monument, prêt à intervenir.

Les étudiants et les lycéens du « Comité d'action universitaire » et les hommes du groupe « Action » d'Ortiz se sont groupés, en commandos organisés, dans les jardins du square Laferrière. Lorsque la première voiture officielle — celle de Jacques Chevallier — arrive, à 15 h 15, sur le terre-plein du monument aux morts, devant les détachements qui vont rendre les honneurs, ils conspuent le maire d'Alger (« Chevallier au poteau ! ») et ils se mettent à hurler les slogans que la foule reprend, du Front-de-Mer au Forum : « A bas Catroux ! », « Catroux à la mer ! », « Mendès au poteau ! », « Soustelle, Soustelle ! », « Algérie française ! » puis, lorsque les hommes des compagnies républicaines de sécurité se mettent en position de combat : « C.R.S., dans l'Aurès ! »

« Sortez Guy Mollet ! » Une clameur qui ne cesse de s'enfler accueille le président du Conseil dont la Delahaye noire apparaît, à 15 h 25, au bout de l'avenue Pasteur. Huées, coups de sifflet, insultes. Les manifestants du square Laferrière arrachent les drapeaux tricolores qui décoraient la façade blanche du bâtiment de la grande poste. La foule crie : « Mollet au poteau ! », « Mollet à la mer ! », « L'armée avec nous ! », « La police avec nous ! »

Guy Mollet, enveloppé dans un pardessus bleu marine et tenant à la main un grand chapeau gris, apparaît près du portail principal, à l'entrée du monument aux morts. Il marche très droit. Il a les traits crispés. Ses yeux paraissent plus bleus que d'habitude et ses taches de rousseur encore plus rousses au milieu d'un visage qui est devenu très pâle, très blanc, presque livide. Max ▶



A. Lefèbvre/Match

◀ Une section de C.R.S., casque au côté, traverse le parc de Galland, à proximité du palais d'Été. Bientôt, la foule envahira ces allées, dans sa montée tumultueuse vers le palais, où Guy Mollet va se rendre, après le monument aux morts. La nouvelle de la démission de Catroux apaisera Alger.

la minute de silence va durer 20 secondes

Lejeune est à sa droite, Jacques Chevallier à sa gauche, et les trois hommes, suivis par le général Massu en béret et par le groupe des généraux, des préfets et des hauts fonctionnaires, s'avancent pour saluer le drapeau du 9e régiment d'infanterie.

Les hurlements hostiles s'intensifient encore. Le chef du gouvernement se saisit de la gerbe et gravit, lentement, marche après marche, l'escalier qui mène à la stèle. Les spahis présentent les armes. Les cuivres de la musique militaire qui joue *la Marseillaise* n'arrivent pas à couvrir les clameurs qui s'élèvent de partout. Les accents de l'hymne national et les vociférations des manifestants se mêlent dans un charivari indescriptible. La traditionnelle minute de silence ne dure, en fait que vingt secondes, car un insolite bombardement a maintenant remplacé les slogans.



Coll. particulière

Le prisonnier du palais d'Été

Une pluie de projectiles divers s'abat sur les officiels : mottes de terre, feuilles d'aloès et branches d'arbre arrachées au gazon ou aux plantations du square Laferrière, morceaux de bois, hampes de drapeau, boulons, œufs pourris, pots de fleurs jetés des fenêtres, paquets de crottin emballé par des mains ironiques dans du papier rose, pommes, oranges et tomates mûres provenant du pillage d'un camion de fruits et primeurs de la Mitidja stationné rue d'Isly. Une tomate tache de rouge, à la hauteur de l'épaule, le manteau gris de Max Lejeune. Une autre vermillonne le pantalon rayé d'un attaché de cabinet, une troisième s'écrase aux pieds du président du Conseil.

Celui-ci ne doit qu'à la protection du service d'ordre de ne pas être lynché par la foule en furie qui cherche à rompre les barrages. Les C.R.S. matraquent et jettent des grenades lacrymogènes, que leur relancent, parfois, les plus audacieux des manifestants. La bagarre est courte mais violente. Guy Mollet redescend les marches du monument en essuyant, derrière ses lunettes, ses yeux rougis par la fumée des grenades lacrymogènes. Les C.R.S. lui fraient, tant bien que mal, un passage vers l'avenue Pasteur, où stationne sa voiture. Il s'engouffre dans l'auto qui démarre en trombe. Le cortège qui le suit gagne, à vive allure et sous bonne escorte, le palais d'Eté. Il est 15 h 37.

Le service d'ordre est débordé. Des heurts violents entre les C.R.S., qui chargent crosse en avant, et les manifestants, qui ne cessent de crier : « C.R.S. dans l'Aurès ! », ont lieu devant la grande poste, sur le plateau des Glières et devant le monument aux morts. Finalement, la foule rompt les barrages de C.R.S. Les militaires et les policiers algérois n'interviennent pas. Trois minutes après son dépôt, la gerbe du président du Conseil est enlevée, piétinée, déchiquetée, pulvérisée par de très jeunes gens, aux cris de : « Mollet, démis-

A.F.P.



◀ C'était la première fois depuis 1930 qu'un président du Conseil venait en Algérie. La foule s'est massée devant les grilles du monument aux morts. Des jeunes se déchaînent.

Devant le palais d'Été, fumée de gaz lacrymogène et un drapeau tricolore, oranges à la hampe. Les C.R.S., casqués, font refluer les manifestants. ▶

Match/François Pages





Le président du ▶ Conseil ranime la flamme. La minute de silence ne durera que 20 secondes. Bientôt s'élèveront des cris hostiles, des sifflets, suivis d'une volée de... tomates.

◀ Le monument aux morts et, au premier plan, l'horloge florale. C'est là que vont se dérouler de véritables scènes d'émeute, au moment où Guy Mollet déposera une gerbe, qui sera piétinée, après son départ.

AFP

Le calvaire d'un ▶ président du Conseil. Dents serrées, le pas raide, il se dirige vers la stèle, sous les injures d'une foule en furie.

Match/A. Lefèbvre

sion ! », « Mollet au poteau ! », « A bas Mollet ! », « Mollet à Paris ! », « Soustelle, Soustelle ! »

La bagarre reprend dans le centre d'Alger et devient générale. Les C.R.S., lapidés par les manifestants, ripostent à coups de matraque et de grenades lacrymogènes. Un groupe, pourchassé par les C.R.S. sous le tunnel les Facultés, se sauve en passant par-dessus les grilles fermant le petit couloir qui donne sur la rue Michelet. Harangués par Amédée Froger, en imperméable et chapeau mou, et par Boyer-Banse, qui porte une longue pèlerine roulée et un chapeau à large bord, à la cow-boy, des anciens combattants et des partisans de Jo Ortiz chantent *la Marseillaise* et *le Chant du départ*, puis lancent le mot d'ordre : « Tous au palais ! »

Le palais, c'est le palais d'Eté, qui a été édifié au XIXe siècle par le duc d'Aumale et qui sert de résidence aux gouverneurs généraux de l'Algérie. Guy Mollet y est entré à 15 h 45 sans avoir eu le temps ni le goût d'admirer la splendeur orientale du bâtiment, avec son parc de palmiers, de cactus et d'aloès, son patio de mosaïque bleue et ses arcades de style mauresque. Il est de plus en plus blême et il répète : « C'est horrible, c'est horrible ! »

« Au palais, au palais ! », l'appel est entendu par les manifestants. Plusieurs milliers d'entre eux convergent vers cet édifice, dont la garde est assurée par des spahis et deux compagnies de C.R.S. et où Guy Mollet est, d'une certaine manière, prisonnier. Ils tentent de donner l'assaut au bâtiment en criant : « Catroux ne viendra pas ! Guy Mollet aux ch... ! » Pendant plus d'une heure, les C.R.S. ont fort à faire pour contenir les attaquants, qui arrachent des pavés de la chaussée pour attaquer les forces de l'ordre. La fumée bleuâtre des grenades lacrymogènes devient de plus en plus irrespirable. Un groupe de jeunes gens parvient à escalader la partie basse du mur d'enceinte. Dans le jardin, le préfet Pierre Lambert crie : « On ne peut pas laisser envahir la boutique ! » Les spahis, qui ont abandonné l'uniforme d'apparat pour la tenue de combat, chargent leurs mousquetons. Ils prennent position derrière des fusils mitrailleurs qu'ils ont mis en batterie et font fuir les quelques manifestants qui avaient franchi la clôture.

Catroux sacrifié sur « l'autel de la pacification »

La bagarre, pendant ce temps, se poursuit au centre de la ville. Des C.R.S. qui ont cogné, la semaine précédente, sur des grévistes de Saint-Nazaire et qui ont peut-être mauvaise conscience se défoulent en traitant de « colonialistes » les pieds-noirs qui les injurient. Les échanges d'insultes alternent avec les échanges de coups. Des blessés sont évacués sur l'hôpital de Mustapha. Un détachement de C.R.S. arrête des jeunes sur lesquels on trouve, à la fouille, des tracts ronéotypés sur les machines du Gouvernement général.

La manifestation est toujours aussi violente et ses échos à peine assourdis parviennent à l'intérieur du palais d'Eté. ▶

A. Lefèbvre/Match



◀ Dans les jardins qui surplombent le palais, des Algérois sont montés dans les arbres. De là, ils lancent mots d'ordre et slogans.

Match/François Pages



Un jeune pied-noir ▶ vient d'être blessé. On l'emmène en un lieu plus sûr sous l'œil impassible du service d'ordre. Les risques du combat !

à l'autre bout du fil la voix de René Coty dit à Catroux : "ça va mal, c'est l'émeute !"



A. Lefébvre/Match

jusqu'au grand bureau où Guy Mollet s'est enfermé.

Le président du Conseil est désemparé. Les hauts fonctionnaires en poste à Alger — notamment le préfet Collaveri et le secrétaire général du Gouvernement général, Maurice Cuttoli — lui disent que le calme ne reviendra pas dans la ville tant que ne sera pas prise la décision « douloureuse mais nécessaire » de remplacer le général Catroux par « un homme plus acceptable pour la population européenne ». Le même avis est exprimé par la plupart des membres de l'entourage du chef du gouvernement, et surtout par le préfet Pierre Lambert qui, après avoir milité à l'extrême gauche de la S.F.I.O., dans la fraction « Bataille socialiste », est devenu très conservateur et très farouche partisan de « l'Algérie française ». Cédant à toutes ces pressions, Guy Mollet se résout à sacrifier son ministre résident sur l'autel de la « pacification des esprits ».

Le chef du gouvernement essaie de toucher Catroux par téléphone au palais de la Légion d'honneur. Un collaborateur du grand chancelier lui dit que le général a déjà eu au bout du fil un de ses proches établi à Alger, qui lui a fait part de la violente hostilité des anciens combattants à son égard, et qui lui a décrit la manifestation en cours. Le collaborateur ajoute que le général Catroux, conscient de la gravité de la situation, s'est rendu auprès du président de la République pour conférer d'urgence avec lui sur les décisions à prendre.

LA JOURNÉE DES TOMATES

A.F.P.

◀ Catroux et Guy Mollet

C'est drôle, quand même, comme l'Histoire c'est un éternel recommencement et que, malgré que les jours y se suivent et y se ressemblent pas, c'est quand même toujours aux mêmes dates qu'y marquent dans l'Histoire.

Des exemples, y en a des tapées !

1er novembre : *Toussaint et jour de 1954 où la France, elle a fait son deuil de l'Algérie française.*

18 juin : *l'appel de De Gaulle et la bataille de Waterloo.*

13 mai : *poutche d'Alger et baroufa des étudiants à Paris en 1968.*

6 février : *Front populaire et front impopulaire de Guy Mollet sous les tomates, à Alger, en 1956.*

A part trois chats officiels

Comment qu'on les accommode, les grosses légumes, purée, nous autes !

Puisqu'ils veulent pas s'occuper de leurs oignons : des tomates !

Et après : la fin des haricots !

Mais que je vous raconte tout par le menu.

Alger, il était en délire, quat' jours avant.

Soustelle, que Guy Mollet y voulait arracher à l'affection des siens, nous autes, y traversait la ville, ému comme tout, l'air pluss imperator encore que Jules César quand y traversait Rome pour recevoir un triomphe.

Et ouais, bon comme la romaine, il était Soustelle avec Mendès-France — pas Mendès-Algérie, tout un programme ! — qu'y voulait lui mettre Catroux à sa place.

Nous autes, on riait, on pleurait en même temps, on envoyait des baisers, on tapait des bras d'honneur, on criait : « Mendès... dans l'Aurès ! Catroux... dans un trou ! »

Ah ! Guy Mollet y croyait comme ça qu'il avait qu'à venir pour qu'à peine y lève le doigt, nous autes on va baisser les bras ?

Qu'y vienne avec son Catroux, on va oir avec quel quat' roues y va repartir d'où il est venu, dare-dare et fissa !

Le matin du 6 février, date historique, date hystérique même ! les anciens combattants y z'avaient défilé dignes, en silence réprobateur, reproche muet, dans une ville vide, grève générale des commerçants, pas d'enfants dans les écoles, fenêtres des maisons fermées, ça tombait bien, le temps, comme l'atmosphère, il avait décidé de battre froid.

Un peu plus tard, à Maison-Blanche, l'avion de Guy Mollet il atterrit dans un désert, ma parole, qui c'est qu'y l'attend à part trois chats officiels ?

Et encore, je sais pas.

Guy Mollet y tord la bouche, sarcastique discrètement. Y descend, y monte en oiture officielle, plateau des Glières, marche la route !

Là, c'était pas le désert, faites-moi confiance !

Alger la Blanche, noire de monde elle était !

Joseph Ortiz, il était là, l'avocat Biaggi, il était là, qui y avait encore ?

Nous tous !

Un il était là, tranquille, avec sa charrette pleine de cageots de tomates.

Pour faire l'étude du marché ou quoi ?

Comment il a liquidé son stock, purée !

Que si il a travaillé comme ça les autes jours, aujourd'hui ma parole, de tout le marché commun agricole, ça doit être lui le plus gros exportateur !

Mais peu importe !

A ce moment-là, comme y se doutait peut-être pas, y faisait semblant de crjer qu'on lui tapait ses tomates, mais on l'entendait pas tellement les autes y criaient plus fort : ceux qu'y lançaient les tomates et ceux qu'y les recevaient en pleine poire.

Flegmatiques, un plaisir ! Imperturbables, soi-disant...

Le jus de tomate y coulait, y s'écrasait partout, y rendait encore plus écarlate le rouge de la confusion générale.

Que les C.R.S. y voient rouge, c'est pas normal ?

Vous allez pas leur jeter la pierre, non ?

Vous avez dû pasque quand la foule elle a rompu les parages, eux y z'ont lancé les bombes lacrymogènes, allez, va pleurer chez ta mère !

Le service d'ordre et le service d'horde, qu'est-ce qu'y se rendaient comme services.

Allez, donnant donnant, moi ça me fait un coup, vous ça vous fait un choc !

D'un côté comme de l'aute, on s'arrachait des cris, le paletot, des grilles d'arbre.

C'était le tohu-bohu ! Quel chahut ! Une cohue !

Chaos technique au premier round, oilà !

Pendant ce temps, qu'est-ce qu'y faisaient, Guy Mollet et les officiels ?

Cérémonial prévu, dépôt de la gerbe au monument aux morts.

Flegmatiques un plaisir, imperturbables soi-disant, impassibles comme tout, raides, froids, mécaniques.

Parfaits « aux tomates », quoi !

Roland BACRI

Les dés sont jetés

Guy Mollet appelle alors l'Elysée pour joindre à la fois René Coty et Catroux. La communication téléphonique, techniquement assez mauvaise, est, de surcroît, hachée par les interruptions ironiques du téléphoniste de la grande poste d'Alger, où la plupart des postiers en service sont de cœur avec les manifestants (des messages adressés de Paris par des personnalités ou des organisations de gauche exhortant le chef du gouvernement à « tenir bon » sont jetés au panier).

C'est d'abord le préfet Collaveri qui engage la conversation avec Catroux :

— Mon général, nous sommes ici au palais d'Eté, au milieu d'une population soulevée. Je serai incapable d'assurer votre sécurité au moment de votre arrivée.

— Comment se fait-il que ce ne soit pas le président Mollet qui m'appelle ? Passez-le-moi.

— Le président Mollet est à côté de moi. C'est lui qui m'a chargé de vous communiquer ce que je viens de vous dire.

— Dois-je comprendre que le président du Conseil demande ma démission ?

— Oui, exactement.



◀ Dès son arrivée au palais d'Été, dans la soirée du 6 février, Guy Mollet recevra tous les représentants des Français d'Algérie. Les musulmans se sont abstenus. Ici, le président du Conseil reçoit les magistrats d'Alger.



A 19 heures, le ▶ 6 février, Guy Mollet donne une conférence de presse au palais d'Été, précédée d'une allocution radiodiffusée : « Je ne vous apporte pas de remède miracle, confectionné dans les bureaux de Paris ! »

Match/A. Lefèbvre



La situation se détend. ▶ A Paris, mis au fait de la situation, le président Coty a reçu la démission du général Catroux. A Alger, Guy Mollet a pris un contact pénible avec les réalités. Il n'y avait pas que des ultras dans la foule qui manifestait, mais aussi des ouvriers, de petites gens. Après des heures de consultations, si le président du Conseil éprouve le pénible sentiment d'avoir dû céder à la pression des Français d'Algérie, il découvre aussi à quel point ces Français-là sont désespérés.

Match/A. Lefèbvre

Le préfet passe alors l'appareil à Guy Mollet. Celui-ci s'adresse en priorité à René Coty pour lui brosser un tableau très noir des réactions de la population européenne d'Alger « dont on entend jusqu'ici les grondements ». Il entend, à l'autre bout du fil, la voix de René Coty qui dit à Catroux : « Ça va mal, c'est l'émeute. » Le président du Conseil enchaîne en expliquant que « les Algérois réclament la tête du général Catroux » et que, si cette exigence n'est pas satisfaite, le pire peut arriver. Le président Coty, après avoir brièvement consulté Catroux, dit que le ministre résident souhaite être déchargé de ses fonctions pour éviter que ne s'accroisse la tension entre des Français et que les adversaires de la politique du gouvernement ne trouvent un alibi. Le ministre résident intervient à la fin de la communication pour confirmer ce point de vue, mais pour dire aussi à quel point il lui est douloureux d'avoir à renoncer à sa mission.

Très gêné vis-à-vis de Catroux, Guy Mollet appelle ensuite, à l'hôtel Matignon, son directeur de cabinet, Louis Faucon, pour lui demander de joindre, au palais de la Légion d'honneur, celui qui n'est plus ministre résident et pour lui expliquer plus en détail les raisons d'un lâchage « qui est imposé par la raison d'Etat, mais qui peine profondément le président du Conseil ».

Les dés sont jetés. Guy Mollet rédige rapidement et signe sur un coin de table, un communiqué dans lequel il loue les vertus civiques de l'homme qu'il avait choisi, mais dont la phrase clef est la suivante : « Le général Catroux a démissionné. Soucieux de ne pas ajouter au drame qui divise l'Algérie, j'ai accepté cette démission. »

Le secrétaire général Cuttoli donne connaissance de ce texte aux journalistes présents à l'intérieur du palais d'Eté, puis fait annoncer à l'extérieur que « le général Catroux reprend sa liberté ». La nouvelle se propage à une vitesse extraordinaire, de bouche en bouche, de rue en rue, jusque dans le centre de la ville en fièvre. Il est 17 h 10. Autour du palais d'Eté, la foule se rassemble pour écouter la harangue d'un ancien combattant : « C'est vrai, c'est bien vrai. Catroux a démissionné. Catroux, nous avons eu sa peau. Guy Mollet, nous lui avons fait toucher les épaules ! »

La foule crie : « Mollet, démission ! », puis « Victoire, victoire ! ». C'est effectivement une victoire totale pour les manifestants, qui s'embrassent, se donnent l'accolade au milieu de grands éclats de rire, hurlent leur joie exubérante, et dont certains se mettent même à danser. L'émeute se termine en kermesse. On chante, une fois de plus, *la Marseillaise*.

Des agents de liaison se rendent auprès des principaux leaders du « Comité de défense de l'Algérie française ». Que faire après ce succès aussi prompt qu'inattendu ? Ortiz est formel : « Nous avons gagné. Guy Mollet a cédé devant notre force. Mettons fin immédiatement à cette manifestation qui n'a plus de sens désormais et préparons-nous à de nouveaux combats. » Roux, président du « Comité d'entente des anciens combat- ▶



Après la manifestation, la voiture de Guy Mollet, telle qu'elle est ressortie des « rafales » d'agrumes du Sahel.

François Pagès/Match

dans la nuit même du 6 février, création d'un " Comité algérien de salut public "...

tants », partage cet avis. Même Biaggi prêche la modération à Robert Martel, mais celui-ci, très excité, entend « maintenir ses troupes sous pression de manière à pouvoir donner l'assaut final au palais d'Eté, soit le soir à 22 heures, soit, au plus tard, le lendemain matin ».

Ainsi « chauffés » par leur chef, les partisans de Martel et quelques fanatiques reprennent leurs démonstrations aux cris de « Mollet démission ! », mais ils ne sont plus très nombreux. La nuit tombe sur Alger. Les parachutistes, qui arrivent comme les carabiniers, viennent relayer les C.R.S. fatigués, et entrent dans la bataille au moment où elle prend fin. Trois détachements de « léopards » bouchent tous les accès qui mènent au palais d'Eté et encerclent le dernier carré des manifestants. Ceux-ci essaient le coup de la fraternisation (« Les paras avec nous ! »), mais le général Massu, qui commande l'opération, est de fort mauvaise humeur et le dit très haut : « Y'en a marre de ce cirque, rentrez dedans ! » Deux charges de parachutistes suffisent à disperser les ultimes récalcitrants, qui rentrent eux aussi à la maison. C'est, d'un seul coup, autour du palais d'Eté, le désert, le silence qui semble irréel après tout ce tumulte.

Guy Mollet, prisonnier libéré, mais sous conditions, se trouve toujours dans le bâtiment qui symbolise l'autorité qu'il vient de perdre. Il tient, à 19 heures, une conférence de presse au cours de laquelle il amorce, pour « détendre un climat passionnel », un léger recul au sujet du collège unique : « Il y a, dans mon esprit, certaines limites à ce principe. »

Alain de Sérigny dit à ses confrères que *l'Echo d'Alger* paraîtra, le lendemain, avec un titre barrant toute la première page : *Le général Catroux a démissionné après la réception faite par Alger à Guy Mollet,* et que des milliers d'affichettes reprenant ce thème seront tirées et diffusées dans la nuit.

Un tournant

Le directeur de *l'Echo d'Alger* n'est pas le seul à exploiter politiquement, sans perdre de temps, les événements du 6 février. Dans la nuit, le « Comité de défense de l'Algérie française », qui avait pris l'initiative des manifestations, se transforme en un « Comité algérien de salut public » et envoie à Guy Mollet un texte qui ressemble fort à un ultimatum : « Nous réclamons l'exécution immédiate des terroristes du F.L.N. condamnés à mort. Nous demandons que le président du Conseil prenne l'engagement immédiat, public et solennel de renoncer à imposer la politique définie par les déclarations gouvernementales et de renoncer plus particulièrement au collège unique. »

Les Européens ultras viennent de comprendre — et c'est là un tournant de la guerre d'Algérie — que s'ils « mettent le paquet », ils peuvent peser sur le gouvernement de la République, infléchir sa politique, lui dicter leur loi. Les plus audacieux pensent qu'ils viennent d'avoir la preuve que le pouvoir débile de Paris pourrait être aisément renversé à Alger. Un militant du « Comité d'action universitaire » dont la cote commence à monter parmi les étudiants activistes, Pierre Lagaillarde, déclare à son condisciple, le catholique libéral Pierre Popie : « Maintenant, je sais que l'on peut faire, ici, un coup d'Etat. »

Beaucoup de musulmans, qui tiennent le même raisonnement, se mettent à penser qu'ils n'ont plus grand-chose à attendre d'un gouvernement désormais déconsidéré, sans prestige, qui leur fait, certes, quelques promesses, mais qui, lorsque les Européens les plus excités se déchaînent, capitule devant la rue. Ils prêtent, du coup, une oreille plus attentive à la propagande du F.L.N. qui soutient que seul le développement de la lutte armée permettra de faire aboutir les revendications du mouvement national.

Ambitions nouvelles des ultras européens. Radicalisation des musulmans autour du F.L.N. Lorsqu'il rentre se coucher, épuisé, au terme de cette journée des dupes, Guy Mollet mesure, dans un éclair de lucidité, qu'il a déclenché un processus inverse de celui qu'il voulait mettre en route, celui du « rapprochement des communautés ». Il dit à ses collaborateurs : « Je n'aurais pas dû céder, je n'aurais pas dû céder... »

Trop tard ! Il a bel et bien cédé, et il est pris dans l'engrenage des concessions aux tenants de « l'Algérie française ». Jacques Chevallier voit bien l'évolution qui s'amorce et il le dit avec une ironie qui cache mal son irritation : « Vous verrez, me déclare-t-il, que le président du Conseil, arrivé à Alger sous les tomates, repartira avec quelques fleurs offertes par ceux-là mêmes qui l'ont conspué, et qu'il veut maintenant « rassurer ». Cette faiblesse se révélera catastrophique. Dans ce pays, il faut se faire respecter. Il faut être ferme et tenace, même sous les coups, surtout sous les coups. Il est faux de croire que l'on puisse tenir, à Alger, la balance égale entre deux politiques contradictoires. Se tenir immobile au milieu de cette balance, c'est jouer le rôle du fléau. Un fléau, malheureusement pour l'Algérie et pour la France. » H

Albert Paul LENTIN


Associated Press

Devant les grilles du monument aux morts, peu avant la manifestation du 6 février, le président de la Fédération des maires de l'Algérois, Amédée Froger, l'ardent défenseur de l'Algérie, entonne *la Marseillaise*.

6 FÉVRIER : LES TOMATES DE LA COLÈRE

Hudrisier

FÉVRIER à Alger, c'est le froid, avec un grand F. Le soleil perd de sa chaleur, le bleu du ciel de son ardeur, les ombres de leur tiédeur. Des trombes de pluie noient la ville, inondent les caves, et l'on crie au déluge. Bref, c'est le mauvais mois. Les casinos ferment, on replie les parasols, les plages sont vides. Alors, les pieds-noirs prennent leurs quartiers d'hiver dans des maisons faites pour l'été. On y gèle, et ils n'aiment pas ça !

Mais, dans ses premiers jours, février 1956 n'est pas un mois comme les autres. L'humeur du ciel et la morosité de la baie laissent les Algérois tout à fait indifférents. Ils regardent vers Paris, comme on interroge l'avenir. Et l'avenir leur fait peur. Soustelle est parti dans un triomphe romain, emportant dans son cœur, et à la semelle de ses souliers, une Algérie qu'il aime et qui souffre. Laissant derrière lui, sur les quais d'Alger, une foule immense, frémissante de mouchoirs et comme abandonnée soudain. Ce sentiment que « la métropole

(*Suite page 594*)



Alger.
Le port de plaisance
et l'Amirauté.

Dimka-Swetchine





Jacques Chevallier, ▶ le libéral. Il dissuadera, lui aussi, Guy Mollet de venir. Il craint le pire, à Alger.



Alain de Sérigny, ▶ directeur de *l'Écho d'Alger*. Il va ouvrir largement ses colonnes à l'Algérie française.



◀ Me Biaggi, à la Maison des combattants, subjugue un auditoire que le verbe fascine et qui va suivre...

Le général Lorillot, ▶ commandant l'armée en Algérie. Il se porte garant de l'ordre, à la veille du 6 février.



(Suite de la page 591)

les lâche », les pieds-noirs l'éprouvent depuis les dernières législatives.

Que s'est-il passé ? Edgar Faure, mis en minorité constitutionnelle sur sa politique générale, le 29 novembre, par 318 voix contre 218, le Conseil des ministres décide de dissoudre l'Assemblée et fixe la date des nouvelles élections au 2 janvier. Or, « en raison des événements », il n'y aura pas de législatives en Algérie. Alors que son destin se joue chaque jour à Paris, l'Algérie est privée de sa représentativité parlementaire. A l'heure où les Français d'Algérie estiment que, justement parce qu'ils sont les premières victimes de ces « événements », leur voix doit se faire entendre, on les abandonne sur un quai, le dos au mur, à regarder s'éloigner le seul homme (c'est ce qu'ils pensent) qui aurait pu les sauver.

Le seuil de l'O.N.U.

Quant à ces événements, on sait ce qu'ils sont. Depuis le printemps de 1955, le F.L.N. a déclenché une action terroriste, dont la courbe a atteint son point culminant dans la torride et sanglante journée du 20 août. Les 110 cadavres des Européens massacrés ne jonchaient pas les ruelles d'Aïn-Abid et d'El-Halia pour le seul plaisir de « tuer du roumi » : telles étaient les consignes de Zighout Youssef qui organisa la tuerie. Une autre guerre, moins sainte, s'impose au F.L.N. : la guerre diplomatique. Intéresser le monde entier à la cause algérienne. Pour la première fois, le 20 août, le F.L.N. a occupé la « une » de la grande presse internationale. Il faut franchir le seuil de l'O.N.U. Si à Bandoeng, en avril 1955, la délégation algérienne a dû se contenter de strapontins, elle obtiendra bientôt, à New York, que le problème algérien soit inscrit à l'ordre du jour. Désormais, quand, à l'O.N.U. sonnera

ils chantaient sur les r

l'heure d'une nouvelle session, en Algérie sonnera celle d'un nouveau massacre entraînant une nouvelle répression.

Quant à l'armée, elle ronge son frein, réclame des renforts, perd, la nuit, ce qu'elle gagne le jour, bref, s'enlise dans une guerre qui lui en rappelle désespérément une autre.

2 janvier 1956 : les législatives ! Pas d'élections en Algérie. Pas de députés. Les poujadistes, qui s'apprêtaient à présenter leurs candidats sous la bannière de l'U.D.C.A. (Union pour la défense des commerçants d'Algérie), rengainent leurs discours et s'organisent partout, pour une lutte illégale. « On ne nous laisse pas le choix ! »

En métropole, le parti de Poujade vient d'obtenir 52 sièges à l'Assemblée nationale. Goutallier, le président de l'U.D.C.A., pavoise. Si les pieds-noirs l'avaient oublié, il se chargerait de leur rappeler la sympathie du papetier de Saint-Céré pour les thèses Algérie française. Les adhésions lui parviennent à flots.

24 janvier. Edgar Faure remet sa démission. Le 26, Guy Mollet est chargé de former un gouvernement. Le 31, il se présente devant l'Assemblée. Il est investi, par 420 voix contre 154. Dans l'opposition, le bloc complet des poujadistes. Mais, à Alger, on se demande surtout qui remplacera Soustelle, dans le nouveau gouvernement. Et la nouvelle tombe comme un plomb !

Le titre de gouverneur disparaît, remplacé par celui de ministre résident. Ce ministre résident, c'est Catroux.

— Catroux ? Jamais !

— C'est le larbin du sultan du Maroc !



— Le fossoyeur de la Syrie et du Liban !

— Catroux au poteau !

Dans le climat survolté d'Alger, tout le passé du vieux général constitue soudain un acte d'accusation. « Gouverneur général en 1943-1944, il a fait arrêter des vichystes. En 1955, il a accepté d'être le représentant du gouvernement à Antsirabé. C'est un bradeur ! »

La fièvre monte et les activistes s'organisent.

Agriculteurs, commerçants, étudiants, anciens combattants, édiles, parlementaires, chacun rejoint son groupe, décide d'une action, reçoit ses consignes, prépare le combat.

Aux sièges des associations, derrière les façades tranquilles, dans la pénombre des bars de l'hôtel Saint-George et de l'Aletti, autour des comptoirs de Bab-el-Oued, dans les salons et jusque dans les fermes de l'Algérois, l'épreuve de force se prépare.

« Surtout, ne venez pas ! »

A Paris, Guy Mollet est prévenu, heure par heure, de la situation. Le préfet, le maire d'Alger, Soustelle, les parlementaires algériens le mettent en garde : il ne faut pas que Catroux vienne !

« Ne venez pas ! téléphone Jacques Chevallier au président du Conseil. Je ne veux pas voir le président du Conseil et le grand chancelier de la Légion d'honneur chahutés par la foule. »

Mais Guy Mollet s'entête. Il ira. Il ira le 6 février, trois jours après le départ de Soustelle, pour installer Catroux. Le préfet d'Alger, Collaveri, un socialiste, se rend spécialement à Paris pour essayer une dernière fois de convaincre Guy Mollet et le nouveau ministre résident. Peine perdue. Paris est déphasé par rapport à Alger. Ce qu'on prend, sur les bords de la Seine, pour de l'agitation, va tourner à l'émeute, peut-être à la révolution. Des hommes s'y emploient. Le 1er février, Jean-Baptiste Biaggi débarque à Maison-Blanche, l'aérodrome d'Alger. En quittant Paris, il a dit : « Je vais f... le b..., là-bas ! » Deux hommes sont venus le voir, dans son appartement du boulevard Victor-Hugo, quelques semaines auparavant, pour l'y décider : André Achiary et Mario Faivre. Cela fait trois gaullistes en quête d'un « coup de chien » pour renverser le régime, remettre le destin de l'Algérie entre les mains de l'homme du 18 juin. Il faut organiser la manifestation et créer à Alger un état de fait irréversible. Biaggi va s'adosser, subtilement, aux deux associations les plus « sensibilisées ».

D'abord l'U.F.N.A. (Union française nord-africaine), présidée par le vieux leader Boyer-Banse mais, surtout, animée par un jeune colon de la Mitidja, Robert Martel, qui rayonne sur les petits agriculteurs de l'Algérois, ceux qui travaillent le fusil à l'épaule, ceux qui retrouvent leurs récoltes saccagées, ceux dont le voisin a été assassiné. Ceux-là descendront dans la rue. Leur Algérie française, c'est un coin de terre menacé, où ils sont nés, où ils continuent ce que leurs pères ont commencé. Ils n'ont pas de solution de repli. Ils n'en veulent pas. Ils risquent leur peau chaque jour, dans la cour de la ferme, sur les chemins de terre qui mènent aux champs, sur leur tracteur. Jusque-là, ils ont cru que la France tiendrait les promesses de ses gouvernements : « La France, des Flandres au Congo. » Ils en doutent aujourd'hui. La réalité quotidienne les confirme dans leur sentiment que « négocier, c'est trahir, car on ne négocie pas avec des assassins ! »

Les anciens combattants, ensuite, ceux de 1914-1918, mais aussi, mais surtout, ceux qui chantaient, sur les routes d'Italie et de France : « Nous venons des colonies pour sauver le pays ! »

Quand la passion l'emporte...

Treize ans ont passé. Devant le péril qui les menace, ils constatent que le pays prend soudain ses distances. Du moins, ils le croient. Depuis quinze mois, les 350 fusils du F.L.N. sont devenus des bandes organisées. Depuis quinze mois, une guerre se voile la face, le terrorisme s'étend et les pieds-noirs s'affolent. Ils vont donc croire tout ce qu'on leur dira, dès le moment où des mots les rassurent, des discours les exaltent.

Dès lors, il n'y a plus de place en Algérie, pour les mises en garde, le raisonnement politique, la recherche de solutions. Camus, dans son déchirant effort de conciliation, s'en est aperçu un mois auparavant. Après sa conférence en faveur de la trêve civile, il a confié à son ami, le libraire Charlot :

— J'ai cru pouvoir parler au nom de la raison, mais tout cela est dépassé et la passion l'emporte. Il faut venir ici pour s'en rendre compte.

Cette passion, Biaggi va se charger de ▶



◀ Le 4 février, deux jours avant l'arrivée de Guy Mollet, à l'appel des anciens combattants, 20 000 Algérois avaient défilé jusqu'au monument aux morts, dans un calme qui ne laissait pas prévoir la violence du 6.

Au carrefour de ▶ l'avenue Foureau-Lamy et du boulevard Saint-Saëns, près du palais d'Été, c'est l'échauffourée, l'affrontement entre C.R.S. et Algérois. Une scène qui rappelle étrangement Paris en 1968. Seuls, les motifs...

AFP

Biaggi et Demarquet débarquent de Paris Pour une initiation au "pouvoir de la rue"


Gantès

◀ Le monument aux morts. Cet ensemble de Landowski et Bigonnet, planté au cœur d'Alger, sera toujours le centre des journées de fureur et de bruit à partir de février 1956.



Dans ce prodigieux ▶ théâtre de lumière, entre ciel et mer, se dérouleront de grandes scènes à l'antique, dont le 6 février sera la première.

Défilé paisible du 4 février. On remarque qu'il y a de jeunes visages parmi les anciens combattants. Lycéens et étudiants entrent dans le jeu politique. ▼

l'attiser, dès le soir de son arrivée, le 1er février, à la Maison de l'agriculture, boulevard Baudin. Devant un groupe d'activistes de l'O.R.A.F., il clame :

— Quand la patrie est en danger, il n'y a plus qu'un seul cri : « Aux armes, citoyens ! »

Pour ce qui est des armes, l'Organisation de la résistance de l'Algérie française est déjà pourvue : grenades, F.M. et revolvers.

L'artillerie potagère

A la Maison du combattant, avenue du 8-Novembre, l'avocat parisien assiste à la création du Comité d'entente, groupant toutes les associations patriotiques. On parle de jouer les septembriseurs dans les prisons d'Alger, où sont écroués des militants du F.L.N. Mais la question n'est pas là. Objectif n° 1, la manifestation du 6 février. Il faut faire descendre les pieds-noirs dans la rue et, pour les faire descendre, les « chauffer à blanc ».

Belcourt. Dans ce quartier populeux à l'ouest d'Alger, où Camus a grandi, l'imprimeur Roger Evrard met en route ses ronéos. Poujadiste, ami de Goutallier, Evrard va imprimer — bon prince ! — tous les tracts, les manifestes, les proclamations qui se réclament de l'Algérie française. Ils pullulent, atterrissent dans les boîtes aux lettres, circulent sous le


AFP

manteau, volent du haut des balcons, traînent sur les trottoirs, collent aux arbres de la rue Michelet. Les slogans changent, mais le ton reste commun à tous : « Catroux à la mer ! », « Halte à l'abandon ! », « Fusillez Ben Bella ! », « Nous nous battrons pour nos tombes et pour nos berceaux ! », « France, n'oublie pas tes fils qui se sont tant battus ! ».

Un tract de l'U.F.N.A., plus pratique, recommande : « La tomate sera notre arme nationale ! ». Cette artillerie potagère est déjà stockée dans les petites fermes du Sahel. Elle arrivera à Alger en camionnettes et Jo Ortiz l'entreposera dans son « Café du Forum ». Là, les projectiles seront à pied d'œuvre, juste en face du monument aux morts.

Sur ses ronéos, Evrard imprime aussi : « L'armée avec nous ! ». Mais pour l'heure, l'armée ne bronche pas. Le général Henri Lorillot, qui a remplacé Cher-


Reveillère

rière à la tête de l'armée en Algérie, est un homme d'ordre et de discipline. Il ne permettra pas aux « agités d'Alger » de dépasser les bornes. Il s'y engage formellement.

Si les tracts ne vont pas jusqu'à proclamer : « La police avec nous », c'est un fait que la police algéroise ferme un peu les yeux, quand il faudrait les ouvrir, et se bouche les oreilles, quand il faudrait entendre. Elle est « coincée » entre ses consignes et ses sympathies. Beaucoup de policiers ont été tués d'une balle dans le dos par le F.L.N. Bref, comme la police risque de flancher, il faudra faire « donner » les C.R.S. Dix compagnies républicaines de sécurité sont expédiées de Paris par avion. Le 6 février, la foule leur crachera au visage, leur jettera des pierres, les tomates qui restent et quelques « bras d'honneur », aux cris de « C.R.S. dans l'Aurès ! ».

"Tous au monument aux morts!"

Le 4 février — il est toujours certain que Catroux arrive dans le sillage de Guy Mollet —, les anciens combattants donnent une sorte de répétition générale. Comme ils le feront le 26 avril 1958, avant le 13 mai. Drapeaux en tête, visage impassible, dans un silence impressionnant, 20 000 anciens combattants défilent de l'avenue du 8-Novembre au monument aux morts, dans le centre d'Alger. Un détail : les drapeaux sont voilés de crêpe. Ces consignes de deuil vont gagner l'ensemble de la population : « Le 6 février, grève générale et vitrines en berne ! »

Mollet refuse toujours de revenir sur sa décision, tandis que, dans la Ville blanche, des agents de liaison sillonnent les quartiers, donnant les derniers mots d'ordre : « Tous au monument aux morts ! » Au siège de la Fédération des maires de l'Algérois, le président, Amédée Froger, maire de Boufarik, très populaire dans les milieux conservateurs, prépare le combat des édiles :

— Pas un maire n'accueillera le général Catroux !

A l'Assemblée algérienne, deux délégués du Constantinois, Eugène Valle et Raoul Mandon, télégraphient à Guy Mollet, le priant d'« envisager de revenir sur sa décision ».

Raymond Laquière, le vieux maire de Saint-Eugène qui fait la pluie et le beau temps à l'Assemblée algérienne, ne veut pas être en reste. Il crée un « comité directeur des élus d'Algérie », où va siéger, entre autres, Alain de Sérigny, qui mène de front *l'Echo d'Alger* et sa charge de délégué. La presse reproduit discours, proclamations, communiqués, dont le ton monte de jour en jour. Toute la communauté française d'Algérie est en alerte. Ceux du bled téléphonent à ceux de la capitale. Alger les fascine. Ils ne sont pas les seuls. Des personnages débarquent à Maison-Blanche, qu'on est allé chercher « in extrémistes », comme diront les Algérois. Si les gaullistes ont leur Biaggi, les poujadistes auront leur Demarquet et leur Bouyer. Ils viennent prêter main-forte à l'U.D.C.A. La nouvelle de ces arrivées se colporte : « En France, ils ne sont pas tous contre nous. » On échange des clins d'œil : « Et il paraît que l'armée ne nous laissera pas tomber. » Alger bout, découvrant brusquement l'ivresse des « descentes dans la rue », le pouvoir de la rue. Pour le pied-noir de base, lycéen, étudiant, petit commerçant, ouvrier, dont le rôle consiste à lire les tracts, à suivre les mots d'ordre et à se rendre à la « manif », cette « manif », il l'attend soudain comme une fête tricolore. Une espèce de spectacle grandiose, dont la ville sera le théâtre et lui, un des acteurs. Le scénario est prêt.

A la "quadrillée" ou à la tomate ?

Au centre de la scène, le monument aux morts. Souverain, dans les jardins du square Laferrière. A mi-chemin entre le Forum et la rue Michelet. Œuvre de Landowski. C'est l'autel où Guy Mollet viendra s'incliner, déposer une gerbe et ranimer la flamme. Les cortèges de manifestants viendront de la Maison du combattant, avenue du 8-Novembre, à l'ouest, de Belcourt, par le boulevard Baudin et la rue Charras, et des hauts de la ville par la rue Michelet. Là, ils se rejoindront, et monteront au monument aux morts, par le boulevard Laferrière.

Dans l'arsenal des activistes, il n'y a pas que des tomates. Les coffres des autos qui arrivent des fermes de la Mitidja sont bourrés d'armes. Sur les terrasses de la rue Charras, des commandos sont prêts.

— Si Catroux vient, ça craquera !

Quand Guy Mollet atterrit à Maison-Blanche, les Algérois ne savent pas encore que le général Catroux n'est pas dans le quadrimoteur qui amène le président du Conseil et dont l'heure d'arrivée a été différée. Chez les activistes, on est un peu « tendu », mais les troupes sont fraîches. A l'U.D.C.A., on hésite sur le choix des armes. Un « artilleur » surgit, essoufflé, au P.C. de Goutallier et demande :

— Alors ? On y va comment ? A la quadrillée ou à la tomate ?

Il veut dire « à la grenade ou à la tomate ? ».

Souverain, Goutallier répond :

« A la tomate ! On n'exécute pas un homme politique devant un monument aux morts !... » Le verbe !... H

Janine BROMBERGER

LE P.C.A. SE SABORD



◀ Boualem Khalfa, membre de l'appareil clandestin du P.C.A. et qui s'évadera de la prison de Caen. C'est en juillet 1956 que le P.C.A. demandera à ses militants et adhérents de rejoindre le F.L.N. à titre individuel. Le tract lançant l'appel est écrit « quelque part sur la terre algérienne ».



Alger républicain ▶ et *la Dépêche quotidienne*, deux journaux qui paraîtront encore après l'indépendance, puis *la Dépêche* sera nationalisée, en dépit des efforts consentis pour s'adapter aux temps nouveaux.

PENDANT tout le temps que dura la guerre d'Algérie, de très nombreux partisans de l'Algérie française (civils et militaires) avaient la conviction de défendre aussi l'Occident en luttant contre le communisme qui ne manquerait pas de s'installer en Algérie si celle-ci devait acquérir son indépendance.

Certes, on ne savait pas grand-chose du F.L.N. Pourtant, ce dernier n'avait pas manqué d'affirmer dans son « appel du 1er novembre 1954 » que la guerre qu'il entreprenait était de « libération nationale » et tous les Algériens y avaient leur place à condition d'y entrer individuellement, en dehors de toute étiquette ou organisation existante. Cette dernière exigence visait particulièrement le P.C.A. (parti communiste algérien) qui, hormis un bref et léger « flirt » avec Messali Hadj en 1936, s'était toujours « démarqué » des mouvements nationalistes algériens aussi bien pour les objectifs que pour les moyens.

Violente réaction des communistes

Soit raison de stratégie mondiale (la coexistence pacifique), soit priorité à donner aux luttes ouvrières des pays industrialisés, soit encore sous-estimation des capacités révolutionnaires des pays sous-développés, l'U.R.S.S. ne soutint pas le F.L.N. à ses débuts. L'incompatibilité entre matérialisme et islam, lutte des classes et front uni, « mieux-être dans la légalité » et volonté de décolonisation explique aussi ce divorce entre communistes et nationalistes algériens.

La force et l'audience du P.C.A. ont toujours été assez réduites. Quelque 3 000 membres (en majorité européens) menaient dans leur parti et à l'intérieur de la C.G.T. les mêmes combats qu'en France (augmentation des salaires, amélioration des conditions de travail, etc.). Déjà en 1945, lors des événements tragiques de Sétif, le P.C.A. désavoua les nationalistes. Il est vrai que la répression française s'était opérée sous l'égide d'un gouvernement auquel participaient leurs camarades de métropole et singulièrement Charles Tillon, ministre de l'Air !

Le 1er novembre 1954, à l'heure où le C.R.U.A. devenu F.L.N. déclenchait l'action armée, les communistes d'Alger tinrent un meeting au cinéma « Majestic » pour discuter de leurs revendications traditionnelles, tandis que leur journal, *Alger républicain*, traitait les responsables de la « Toussaint tragique » de « provocateurs », de « semeurs de panique », de « poignée d'agitateurs inconscients ou corrompus », et terminait en exhortant les autorités à « faire appel aux masses pour anéantir la rébellion, seule façon d'attacher ce pays à la France »...

On avait raté le train...

Du côté du F.L.N., si on ne s'attendait pas à un soutien enthousiaste et à une participation effective des communistes, on imaginait une certaine expectative. Mais n'avait certainement pas envisagé cette violente réaction.

ET REJOINT LES RANGS DU F.L.N.



Optletalooq-Praque

Tout de même il y eut, au P.C.A., quelques grincements de dents : des militants, pour la plupart intellectuels ou étudiants, refusaient d'avaler la couleuvre. C'était surtout Omar Oussedik, Briki Yahia, Abdelkader Guerroudj, dit « Lucien », et sa femme ainsi que l'ouvrier Fernand Yveton, qui finiront par donner leur adhésion individuelle au F.L.N.

Le comité central du P.C.A. fut réuni à Alger en juillet 1955. Le malaise était grand. On se rendait tout de même compte qu' « on avait raté le train de 1954 ». Hadj Ali, le secrétaire général, Akache, le Dr Hadjérès ainsi que d'autres dirigeants se virent reprocher leur vivacité et leur trop rude condamnation du F.L.N. au lendemain même du 1er novembre. Mais les dirigeants, textes de Lénine à l'appui, soutinrent qu'on ne fait pas la révolution avec un *front* regroupant toutes les classes sociales et en se servant largement de la religion pour soulever les masses. N'empêche que tous étaient étonnés de voir ce F.L.N. durer si longtemps. Ils prirent acte que les « aventuriers » avaient su déclencher le mouvement, développer ses structures et faire connaître sa lutte au monde entier. Et tout cela en huit mois ! Voilà qui paraissait moins « groupusculaire »...

Cependant, la direction du P.C.A. restait inflexible quant à sa non-participation au F.L.N. : « Dispersés, nous serions infiniment moins forts qu'eux et ne pourrions lutter efficacement contre leurs conceptions nationalistes étroites. » « Au contraire, disaient les autres, c'est en entrant dans le F.L.N., en participant avec lui à la lutte, qu'on pourra avoir du poids, infléchir les idées de l'adversaire et, s'il le faut, les contrecarrer auprès du peuple... » Le bureau politique ne voulut pas en démordre et réussit à obtenir la majorité.

Les premiers maquis hors du F.L.N.

Mais il en alla tout autrement sur la question de la lutte armée. Toujours à l'instar de Moscou et de Paris, les communistes d'Algérie avaient révisé leur point de vue sur la stratégie. Ils constataient l'extension de la rébellion (on ne disait déjà plus terrorisme) dans l'Aurès, le Nord constantinois, l'Algérois.

D'autres signes leur ouvraient les yeux : l'épilogue de l'affaire tunisienne avec le retour triomphal de Bourguiba à Tunis, l'enlisement de la France en Indochine et au Maroc. L'impatience révolutionnaire des étudiants communistes, impressionnés par la désertion de l'aspirant Maillot, finit par entraîner le comité central dans une révision totale de son légalisme. Alors, on brûla les étapes ! Finis les meetings et les luttes pour les augmentations de salaires. Le P.C.A. entra dans la clandestinité, fonda sa propre organisation, les « Combattants ▶

Ben Khedda. Il ▶ est désigné par le F.L.N. pour négocier l'entrée du parti communiste algérien dans la rébellion. C'est lui qui va rencontrer, au domicile de progressistes algérois, les Gautron, le docteur Hadjérès, un des dirigeants de ce P.C.A. qui va se saborder.

A. Kahia



Porter la lutte à un niveau jamais atteint

M. GUY MOLLET PRÉTEND DÉSIRER LA PAIX EN ALGÉRIE EN CELA, IL NE FAIT D'AILLEURS QUE TRADUIRE LA VOLONTÉ DU PEUPLE FRANÇAIS EXPRIMÉE AVEC ÉCLAT AU SCRUTIN ÉLECTORAL DU 2 JANVIER.

Mais pourquoi y a-t-il une guerre d'Algérie? Essentiellement parce que les colonialistes français ont pensé pouvoir par la terreur policière et militaire, noyer dans le sang l'ardente volonté de libération de notre peuple.

Vouloir la paix, cela veut dire par conséquent, comme le rappelait récemment notre parti :

1) Reconnaitre solennellement les aspirations nationales de notre peuple et son droit à disposer librement de lui même.

2) Engager des négociations officielles avec les représentants sans exclusive du peuple algérien: Résistance armée, organisations et partis nationaux, personnalités progressistes, etc... Ces premières négociations doivent avoir pour but un cessez le feu basé sur le respect de toutes les libertés et l'arrêt des

Liberté

Organe clandestin du P.C.A. No 8

Les COMMUNISTES et le F. L. N.

Certains patriotes nous interrogent sur la position du P.C. à l'égard du F.L.N. Nous répondons volontiers à leur question. Le Front de libération est issu du C. R. U. A. (Comité Revolutionnaire d'unité et d'action) lui-même né au lendemain de la scission du M. T. L. D. Le F.L.N. est une organisation anti-colonialiste. Notre parti salue son apparition dans l'arène politique algérienne, d'autant qu'il a contribué puissamment à redonner à notre peuple le sens de sa dignité et à faire avancer par l'action armée, le problème algérien sur le plan intérieur et extérieur.

Nous enregistrons avec plaisir le caractere sain et la maturité politique de son orientation nationale telle qu'elle ressort notamment de ce passage extrait de la réponse faite par un dirigeant du F. L. N. à F. Jeanson et reproduite dans l'organe du F.L.N.

Cette réponse est faite à la question suivante :

-Pouvez-vous nous dire en quoi consiste cette formation ? Certains journalistes et officiels français expliquent l'insurrection par le racisme anti-français et le panislamisme: qu'en pensez-vous ?

- La formation politique au sein du front est uniquement axée sur l'idéologie nationale ; nous sommes avant tout des Algériens. Bien sûr l'Islam ne peut pas s'epanouir sous le colonialisme ; pour certains ce peut être une raison de plus d'agir, mais nous ne demandons pas à nos elements s'ils sont des musulmans, nous avons peut - être des athées. Nous accepterions un israelite, un protestant, un catholique, pourvu qu'il soit decide à lutter pour la liberation nationale et qu'il accepte le programme du front.

Sur de nombreux autres points les positions du F. L. N., telles qu'elles ressortent des écrits déjà publiés, comme le «le Patriote», organe des combattants de l'Aurès, le tract aux Français du contingent, etc ... sont identiques aux nôtres : sur nos alliés naturels, sur les dangers des manœuvres trotskystes dans le mouvement national, sur les rapports egaux en droits et devoirs entre citoyens algeriens, musulmans et europeens, dans une Algérie liberée du colonialisme.

Il faut ajouter qu'au sein de l'armée de libération dirigée par le F. L. N. combattent côte à côte des patriotes de toutes tendances politiques. Des le 1er novembre 1954, de nombreux militants communistes des Aurès et du sud constantinois ont rejoint les premiers maquis qui correspondaient à un large mouvement de masse. Des dirigeants communistes, musulmans et européens qui ont milité au sein du comité central

...tel de ce groupe dans les combats d'El...

Les communistes ont collecté médicaments, armes, instruments de précision pour les combattants. Ils ont hébergé des militants traqués, aidé les maquis. Mohamed Guerrouf, membre de notre comité central, et d'autres camarades ont été ainsi arrêtés, torturés, et condamnés. Par ailleurs l'action indépendante des communistes dans le pays a objectivement contribué au développement de l'action armée Tenant compte du niveau de lutte des différentes couches de la population les communistes ont impulsé, avec d'autres patriotes du front et du M.N.A. des grèves ouvrières, de commerçants, des manifestations comme à Oran tout dernièrement et Tlemcen. Ils ont participé, au sein des «combattants de la libération», nouvelle organisation militaire, à des actions de sabotage, à des attaques de cantonnements de C. R. S., à la mise hors d'état de nuire de policiers.

suite en deuxième page

Sommaire





dans la région d'Orléan[sville]

de la liberté » et *en dehors du F.L.N.*, implanta ses premiers maquis.

Allaient-ils, ces « combattants de la liberté », rattraper le train ? S'organiser dans les villes et les campagnes ? C'était leur but pour parvenir à négocier en position de force, ou tout au moins d'égal à égal, avec le F.L.N..

Dans l'Orléansvillois, ils formèrent le premier « maquis rouge », composé d'une trentaine d'hommes, en majorité des Européens. C'est à ce maquis que Maillot (militant des Jeunesses communistes) remettra les armes et munitions avec lesquelles il désertera en avril 1956.

D'autres « maquis rouges » furent créés à Rovigo, à Ténès, à Duperré. Cent maquisards au total !

Après l'interdiction d'*Alger républicain*, le P.C.A. fait paraître un journal clandestin *Liberté*. Ci-dessous, Abdelhamid Mehri, un des responsables du F.L.N.

Très vite, des heurts se produisirent avec le F.L.N. Il ne pouvait en être autrement. Lorsque les militants-trésoriers du Front allèrent recueillir les cotisations auprès de la population de ces régions, on leur répondit : « On a déjà donné aux maquisards. »

« Combattants de la liberté »

Jaloux de sa « représentativité unique du peuple algérien », le F.L.N. s'attela à régler leurs comptes à ceux qu'il considérait comme des diviseurs, des contre-révolutionnaires. Il allait le faire par l'astuce et par le sang.

Les « Combattants de la liberté » pensèrent-ils qu'ils étaient déjà assez forts pour amener le F.L.N. à négocier avec eux ou bien eurent-ils vent de ses intentions belliqueuses ? Toujours est-il qu'ils mandatèrent un des leurs, le docteur Hadjérès, pour rencontrer un haut responsable du Front et négocier avec lui l'entrée du P.C.A. au F.L.N... *en tant qu'organisation*. Le F.L.N. accepta la rencontre et désigna Ben Youssef Ben Khedda, le futur président du gouvernement provisoire algérien.

L'entrevue eut lieu début avril au domicile algérois de Jacques et Eliane Gautron, membres du groupe dit des « chrétiens progressistes ». Ben Khedda avait des consignes formelles : il devait soit s'entendre à l'amiable, soit rompre définitivement. Rien n'avait modifié l'attitude du F.L.N. à l'égard du P.C.A. si ce n'est pour ce qui concernait la concurrence des cotisations et le trouble qui pourrait surgir dans les populations où il y avait des « maquis rouges » : « La révolution est le fait du peuple algé-

rien. Le P.C.A. a été contre ses méthodes révolutionnaires pour obtenir l'indépendance. Aujourd'hui, il veut être partie prenante. Comme pour le M.N.A., nous ferons raison de cette prétention illégitime. Le F.L.N. est ouvert à tous *individuellement.* »

Face à Hadjérès, Ben Khedda était bien d'accord pour soutenir ce point de vue. Ce fut lui qui commença sur un ton aimable :

— Bravo pour l'opération Maillot, mais gare à la répression dans les milieux communistes ! *L'Echo d'Alger* appelle à la curée...

— Oui, j'ai vu, répondit Hadjérès. Sérigny écrit : « La chirurgie s'impose ! Qu'on arrache de l'organisme français, partout où elle se trouve, la tumeur ravageante du communisme ! »

— Je crois que le moment est venu. Vous devez gagner nos rangs.

— Mais vous savez bien que nos groupes sont tout prêts à travailler la main dans la main avec les vôtres !

— Il n'est pas question de vos groupes. Seul le F.L.N. existe valablement...

— Mais nos syndicats représentent une force qui, appuyée par les groupes armés, n'est pas négligeable !

— Soyons sérieux. Vous savez, depuis le succès de l'U.G.T.A. (1), qu'il n'existe plus aujourd'hui qu'un seul syndicat algérien représentatif : le nôtre.

Hadjérès voyait s'envoler ses rêves de contrôle partiel de la révolution algérienne. Ben Khedda avait dit vrai : le F.L.N. avait réussi là où le P.C.A. avait échoué : sur le terrain ouvrier. Le Front bénéficiait de l'appui des masses.

— Alors sur quelles bases pouvons-nous nous entendre ? questionna Hadjérès.

— Que les membres de vos groupes nous rejoignent. Nous les intégrerons *individuellement*.

— Mais c'est la fin du P.C.A. que vous nous demandez là !

L'épreuve de sincérité

Hadjérès, mandaté par le bureau politique, céda. Ben Khedda, qui, jusque-là, ignorait ce mandat, fut tout surpris et, pour preuve de sincérité des communistes, se vit offrir le stock d'armes enlevé par l'aspirant Maillot.

C'était une victoire complète pour le F.L.N.

Le premier acte de cet accord devait donc être la livraison des armes. Ouamrane s'apprêta à les recevoir à Palestro. Mais sa déception fut amère. Les communistes avaient gardé une part importante de leur stock et ne livrèrent que très peu de cartouches.

(1) Union générale des travailleurs algériens, d'obédience F.L.N.

Mauvais début pour une entente historique.

La fin ne fut pas meilleure.

Furieux de ce qu'il appela la duplicité du P.C.A., Ouamrane envoya son fidèle Sadek, l'ancien marchand de tapis, en mission spéciale dans l'Oranais : « Tu vas me liquider ce problème de maquis rouge ! » Sadek emmena un commando et alla à Rovigo prendre contact avec un embryon de maquis : 20 hommes. Il leur proposa de rallier le F.L.N. selon les accords Ben Khedda-Hadjérès. Les hommes refusèrent. Sadek en tua un et fit désarmer les autres, qui s'enfuirent. A Ténès, ce fut plus facile; les 15 « combattants de la liberté », sous les ordres de Mostefa Sadoun et d'Abdelhamid Boudiaf du journal *Alger républicain*, obtempérèrent et donnèrent leurs armes au commando de Sadek. Puis ils adhérèrent au Front.

La fin du P.C.A.

Avec le maquis de Duperré, Sadek allait employer une autre tactique. Il savait qu'il était commandé par Laban, un vétéran de la guerre d'Espagne, et par l'aspirant Maillot. Des « professionnels » qu'il fallait prendre au sérieux. Sadek s'aperçut très vite que ce maquis n'avait pas eu le temps de s'implanter solidement dans la population. Il s'efforça donc de le couper définitivement de toute aide populaire. Et il y parvint en un temps record. Il savait que, sans le soutien des habitants des mechtas, la vie des maquisards deviendrait vite impossible.

Curieusement, quelques jours plus tard, le « maquis rouge » se faisait accrocher par les troupes du bachagha Boualem, bien renseignées, et fut décimé. Parmi les cadavres, on reconnut ceux de Laban et de Maillot. Sadek et ses hommes s'étaient repliés vers la zone algéroise... récupérant une grande partie du stock d'armes que le P.C.A. avait voulu distraire.

Les survivants des « maquis rouges » qui rallièrent le F.L.N. à titre individuel furent toujours suspectés par les dirigeants du F.L.N. qui craignaient de les voir se restructurer en un groupe distinct. Ils furent isolés ou bien désignés pour des missions dont on ne revenait pas. Certains, cependant, jouèrent le jeu totalement et furent des militants du F.L.N. comme les autres : les groupes de Guerroudj et les étudiants de Daniel Timsit.

Le P.C.A. avait cessé d'exister.

Son secrétaire général, Bachir Hadj Ali, s'exila à Moscou pendant toute la durée de la guerre, ce qui suscita l'ironie du F.L.N., qui ne manquait pas de faire le rapprochement avec un autre exil célèbre : celui de Maurice Thorez...

Et la guerre continua sans les communistes, comme elle continua sans les messalistes, même si l'élimination de ces derniers fut plus longue et beaucoup plus meurtrière que la précédente. H

Ali LAKHLIFI

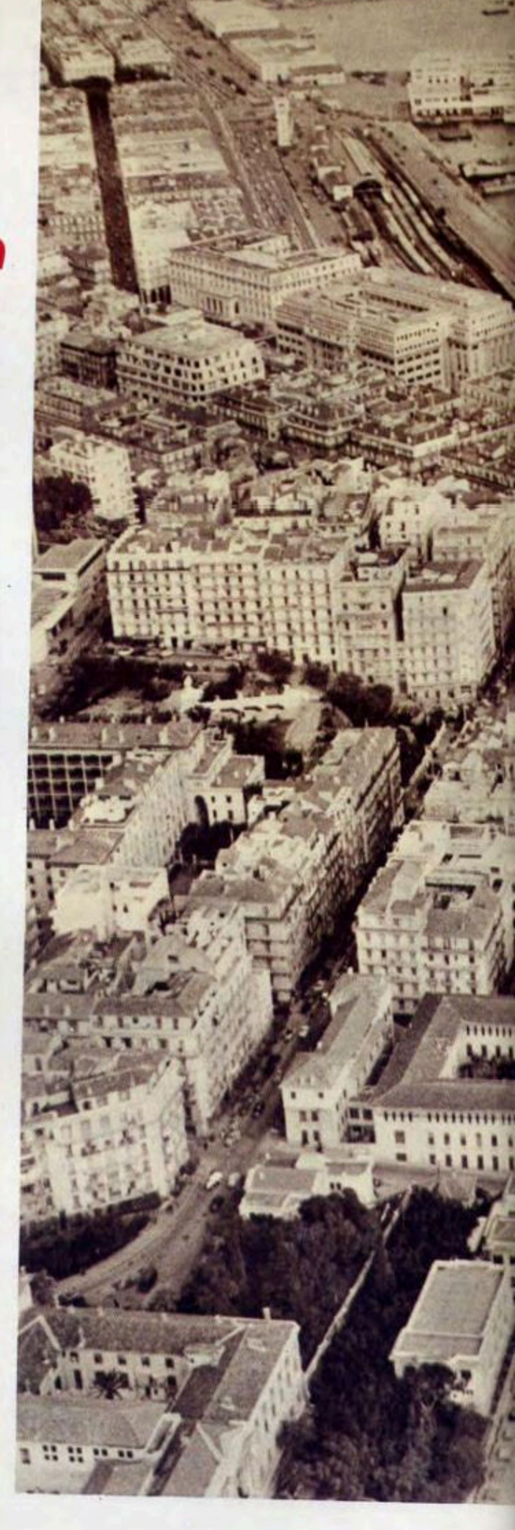
Dans sa résidence surveillée d'Angoulême, le « vieux lion » du nationalisme algérien, Messali Hadj. Interné à Belle-Ile-en-Mer depuis 1956, il sera amnistié et assigné à résidence par de Gaulle, revenu au pouvoir en 1958.



Keystone

SI LE CŒUR D'ALGER VOUS ÉTAIT CONTÉ

Jomone



La tâche est difficile, les mots ne recouvrent pas grand-chose ; bref, quand j'aurai raconté que le cœur d'Alger allait des facultés à la grande poste et, perpendiculairement, du Forum au plateau des Glières, cette intersection donnant la place Charles-Péguy, nous ne serons pas très avancés. Donc, il faut se souvenir autrement, dire la faune, la flore, les jours de paix, les bonnes adresses, les statues, les jours de

La rue Michelet, dans le style carte postale, avec un ciel trop bleu, des arbres trop verts et des trolleybus peints dans des tons célestes. C'est une vue de la rue après l'indépendance, à l'heure où elle s'appelle rue Didouche-Mourad, du nom d'un des responsables du F.L.N.



Le centre d'Alger, où l'on distingue très nettement la grande poste, l'immeuble de l'ancienne *Dépêche d'Algérie*, la montée vers le Forum et la Délégation générale. Au premier plan, à gauche, l'université. Photo prise après l'indépendance. On s'en rend compte au calme plat du port, où il n'y a pratiquement plus de trafic, et à la fluidité de la circulation.

Jomone

honte, de révolte, de colère, de désespoir, de sang, jusqu'à l'infarctus de 1962. Dire les noms, tiens. Michelet, Isly, Clemenceau, Laferrière. Quand on se plantait sur un trottoir de la place Charles-Péguy, et qu'on regardait le port, là-bas, au-delà des palmes, l'œil passait d'abord sur Jeanne d'Arc et sur Viviani. Devant ces statues, on était posé, très exactement au cœur d'Alger. A gauche, la rue d'Isly finissait sur l'apothéose néo-orientale de la grande poste, haute et profonde comme la caverne d'Ali Baba. A droite, la rue Michelet commençait par un lycée de jeunes filles du nom de Delacroix, et par l'université, qui couvait ses tempêtes. Revenons à Jeanne d'Arc, bien cambrée sur son cheval, tenant les rênes d'une main, de l'autre son épée. A la longue, nous ne la voyions plus, à force d'habitude. Elle, regardait vers le monument aux morts, le Forum, les jardins, les arbres, le ciel. Elle vit donc monter les foules ivres du 13 mai, descendre les gendarmes de retour des barricades, offrant son profil gauche à la reddition de Lagaillarde et, plus tard, son profil droit à ce genre de tir aux lapins qu'on appela la fusillade de la rue d'Isly. Jusqu'au jour où — indépendance oblige — des zigotos l'affublèrent d'un voile de Mauresque (un seul œil dans le triangle) et d'une bannière vert Islam (oh ! que Péguy n'aurait pas aimé ça !). Alors, Jeanne a fait comme nous. Je ne sais pas dans quel coin de France on l'a rapatriée. Qu'on me pardonne cette lacune, nous étions beaucoup dans son cas. Comment garder toutes les adresses ?

Derrière Jeanne d'Arc, Viviani. Un buste barbu. René Viviani, pied-noir de Sidi-Bel-Abbès, un des chefs du parti socialiste, trois fois ministre, je crois, et une fois président du Conseil. Mort en 1925, sans se douter, le pauvre grand homme, qu'une poubelle renversée viendrait le coiffer, un jour, en plein cœur d'Alger. Toujours l'indépendance ! Voilà pour les statues. Il y a bien celle de Bugeaud, place d'Isly, entre la Xᵉ région militaire, la brasserie Novelty, le Milk-Bar, et le mont-de-piété, minuscule périmètre qui entendit le fracas de la première bombe sur Alger et sentit passer le souffle du bazooka. Mais ce n'est déjà plus le centre.

L'Otomatic, puis la Cafeteria

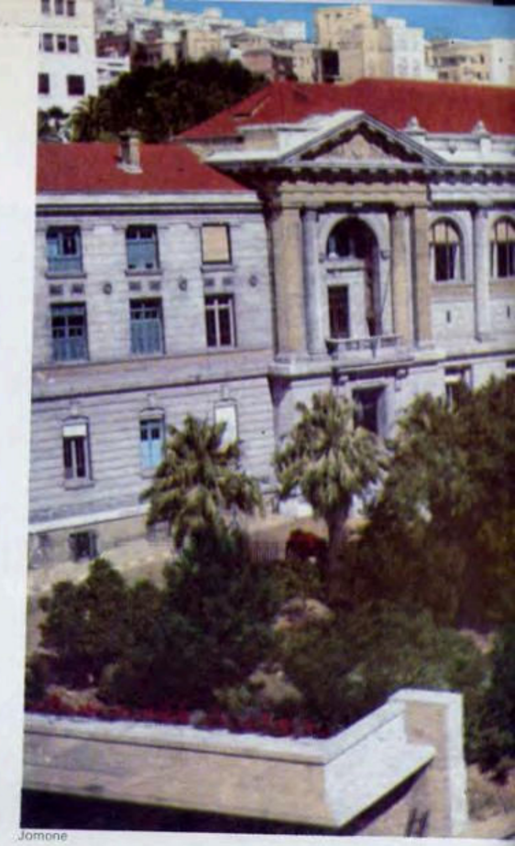
L'Otomatic. Pourquoi l'Otomatic ? Parce que ce bar a commencé sa carrière, il y a belle lurette — les années 30 — par un coup d'éclat. Le progrès ! Dans les murs de marbre noir, des niches protégées par du verre et qui exposaient des sandwiches de luxe, des cakes ou des babas. Il suffisait de glisser une pièce dans une fente, près de la niche, pour que la vitre montât, lentement, solennellement, sous l'œil de l'étudiant. C'était automatique. Mais on préféra l'orthographe « choc » : Otomatic. Passé les premiers émerveillements, le système en vint à fonctionner de moins en moins solennellement et de plus en plus « à la resquille ». Devant cette hémorragie de sandwiches, pour un bénéfice dérisoire, la direction fit marche arrière. On arrêta le progrès ! Suppression des vitrines et retour à l'addition.

Avant de devenir le P.C. des étudiants activistes, l'Otomatic avait été celui des étudiants tout court. Les studieux, les fumistes, les dragueurs, les binoclardes et les déesses. Précisons : plus de déesses que de binoclardes. A l'Otomatic, on regardait passer les « petites cailles », nom donné aux gamines bien roulées, bronzées à point, le rire blanc et la chevelure au vent. Les « grandes » du lycée Delacroix, à deux pas, ou les « première année », à la fac, au-dessus. Sous un bras, leurs bouquins, et, inévitablement, à partir de mai, dans l'autre main, un sac de bain. Ces sacs de bain faisaient tellement partie de ▶



J.-M. Dorveaux

◄ Au premier plan, à gauche, une vue partielle du monument aux morts ; au second plan, la grande poste, une des limites, avec l'université, du cœur du grand Alger. La rue d'Isly les relie. A droite, les jardins du Square Laferrière descendent en pente douce vers le grand axe – la route moutonnière qui amène au faubourg populeux de Maison Carrée et à l'aérodrome de Maison Blanche.



Jomone

c'est ainsi que l'"Otomatic" volera en éclats, et que la "Cafeteria

la silhouette des femmes d'Alger qu'un jour le F.L.N. s'en servira pour y glisser des bombes, au bras de jeunes Parques, recrues des réseaux terroristes. Les Djamila ou les N'fissa, choisies pour leur beauté, d'après la subtile formule de Yacef Saadi : « Si belles que les patrouilles les regarderont dans les yeux, oubliant de regarder ce qu'elles ont dans les mains. » C'est ainsi que l'Otomatic volera en éclats et qu'en face la Cafeteria sautera deux fois de suite.

La Cafeteria, c'était moins étudiant. Plus récent. Plus luxueux aussi. Un antre en miroirs roses, banquettes bleues, grilles en fer forgé et doré, guéridons en faux érable. Un goût épouvantable, tape à l'œil, mais du confort. Dans les premiers temps, le personnel de l'Otomatic regarda la Cafeteria d'un œil oblique. Les étudiants désertaient le vieil « Otom », pour aller humer la nouveauté, l'odeur des *milk-shake*, mesurer la hauteur et la saveur d'un tas de glaces aux noms américains, les « Banana's » truc, et les « Miami's » machin, avec des coulées de framboise, des volutes de Chantilly, des traînées de chocolat et des semis d'amandes grillées. Bien sûr, la Cafeteria...

Ils revinrent finalement à leurs premières amours, la terrasse de l'Otom et le Cuba-Libre de José, barman à l'œil de feu, au menton bleu, détenteur de secrets, engrangeur de messages. Au bout du compte, il n'avait pas son pareil pour doser le Bacardi et le « neutraliser » au coca-cola. Bref, le roi du Cuba-Libre ! De temps en temps, on tournait la tête négligemment, pour voir ce qui se passait à la Cafeteria. Il s'y passait que tout allait bien, que la clientèle se modelait : fonctionnaires, employés de bureau, midinettes de la rue Michelet et ceux qui aimaient les glaces.

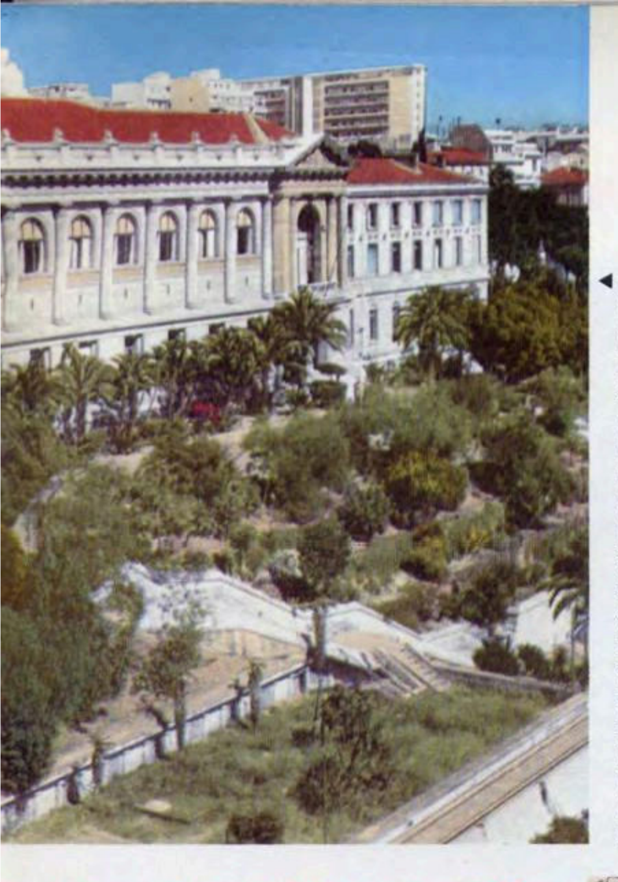
Aux « Facs », Lespagnol

Toujours sur le trottoir d'en face, la brasserie de Facultés. On appelait ça « les Facs ». Patron : Lespagnol. Grand, sec, le cheveu noir et plat, la paupière en berne, la démarche impassible. Au comptoir comme à la dunette. L'œil et l'oreille à tout. Clientèle mêlée : étudiants, gens du bled qui « descendaient » pour la journée et qui déjeunaient là, entre deux courses, les habitués, les vieux copains du patron et les vieux copains du fils du patron, Jean Lespagnol, un physique de jeune premier américain, avec des épaules et des hanches de superman. L'avantage des « Facs », c'était leur position stratégique, face aux grandes portes du lycée Delacroix et aux grilles de l'université. A la sortie des cours, il n'y avait qu'à

Ph. Bélanger



◄ Alger, la sortie des cours de l'université. Une image paisible qui a été prise, un jour comme les autres, quand Alger vivait en paix. Très vite, à partir de 1956, l'université deviendra le fief des leaders étudiants activistes.



◀ L'université d'Alger. Construite en 1909. Elle groupait lettres, droit et sciences. C'est à la « fac » de droit que Lagaillarde installera son P.C. au moment des barricades, établissant ce qu'on a appelé le « périmètre du camp retranché des facultés ». C'était, au cœur d'Alger, un quartier Latin exotique. En 1962, l'O.A.S. incendiera la bibliothèque de l'université.



Jomone

▲ Statue de Jeanne d'Arc devant la grande poste, sur la place qu'on appelait Charles-Péguy. Elle avait été édifiée là sous l'occupation de la France, dans les années 40.

autera deux fois de suite

regarder, pour le simple coup d'œil, sans avoir à se tordre le cou. Montherlant, quand il séjourna à Alger, fut spectateur assidu aux « Facs ». Il en déduisit qu'il reste encore des paradis, et que les jeunes Algéroises avaient « des cheveux de tempête et des genoux comme de petits soleils ».

Vers la place Charles-Péguy, vers la poste, vers le cœur proprement dit : le Coq-Hardi. Terrasse vitrée, plantes vertes, le sourire de Lucien Richardoz. Le patron. Un petit homme à cheveux gris, complet gris, yeux gris. A 13 heures, le Coq-Hardi drainait tous les journalistes de *la Dépêche quotidienne* devant des anisettes bien « tassées » et des soucoupes d'olives bien salées. « Lucien », c'était leur copain et le copain de Jacques Chevallier, le maire. Il savait des tas de trucs, siégeait à la municipalité, alliait le bon sens au goût de la « rigolade » et ne disait jamais que ce qu'il voulait bien dire. Le Coq-Hardi changeait de clientèle vers 16 heures. L'heure des vieilles dames. Un défilé de toques et de voilettes, de bouquets surannés, de couples en bout de course. Tous les habitués du Laferrière, au temps où le Coq-Hardi s'appelait ainsi, avec moins de néon et moins de percolateurs. La brasserie de bon ton, le rendez-vous de papa.

Face au Coq-Hardi, le Bristol

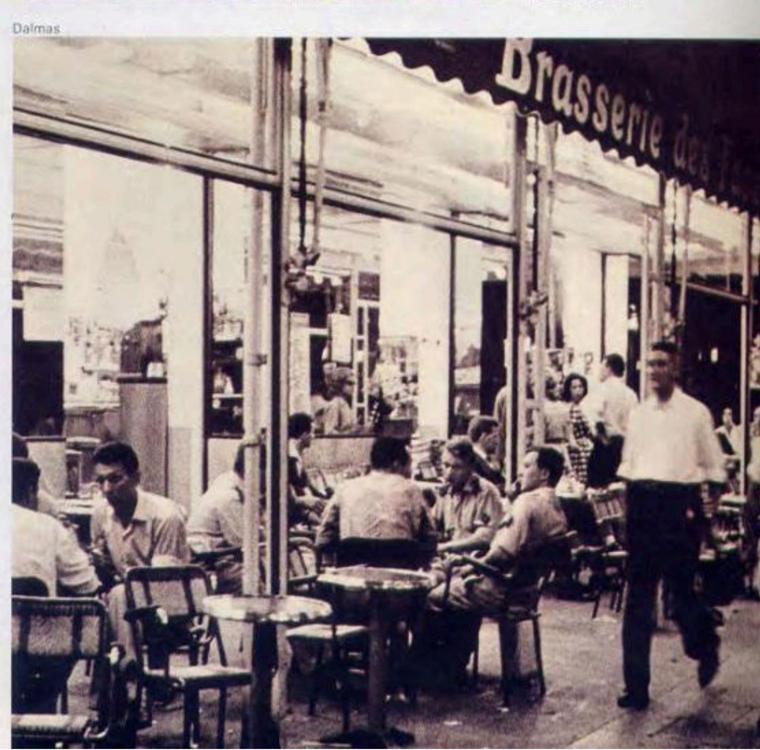
A 17 heures, on appelait Lucien « M. Richardoz » et, galant, il passait de table en table, s'inclinant, s'enquérant des bonnes vieilles santés, écoutant la litanie des bons vieux souve-

Palmer-Vu



◀ L'« Otomatic », la terrasse la plus populaire de la ville pour les jeunes. Autour des guéridons, des étudiants, des paras, des filles. L'« Otomatic » sautera à cause d'une bombe.

Dalmas



Alger, la nuit. Au carrefour d'Isly, ce bar devait voler en éclats le 30 septembre 1956, sous l'explosion d'une bombe du F.L.N. Cette photo date de 1962. La place d'Isly était, en 1914, le centre d'Alger, avec l'hôtel de la XIXe région militaire (atteint d'un coup de bazooka). Plus tard, on y inaugura une fontaine lumineuse qui fit l'orgueil des Algérois. ▶

descendre la rue Michelet, c'était aller, chaque matin, à la rencont

nirs, l'œil un peu distrait, le sourire un peu figé. Le Coq-Hardi aussi vola en éclats. Un jour d'avril, *a las cinco de la tarde.* Petite bombe pas plus grosse qu'un poudrier, posée par une gamine pas plus délurée qu'une autre. Elle but sagement sa tasse de thé, avant de déposer tranquillement son petit paquet sur le guéridon, ses gants sur le petit paquet et de filer. Passez muscade ! En face du Coq-Hardi, le Bristol, le bar des play-boys, une faune plus ambiguë, une gérante aux pattes courtes, aux cheveux platinés, qui tenait la barre sans mollir, tirée à quatre épingles, des escarpins qui sortaient toujours de leur boîte, des robes aux imprimés vertigineux, les bras cliquetants de bracelets et un gros rire à la bonne franquette. On l'appelait Gaby. Le Bristol ne sauta pas. A la vérité, il était difficile pour une gamine de venir s'y attabler sans attirer immédiatement les regards de Gaby et de ses habitués. C'était un bar fermé.

Un kilo de tomates par pulsation

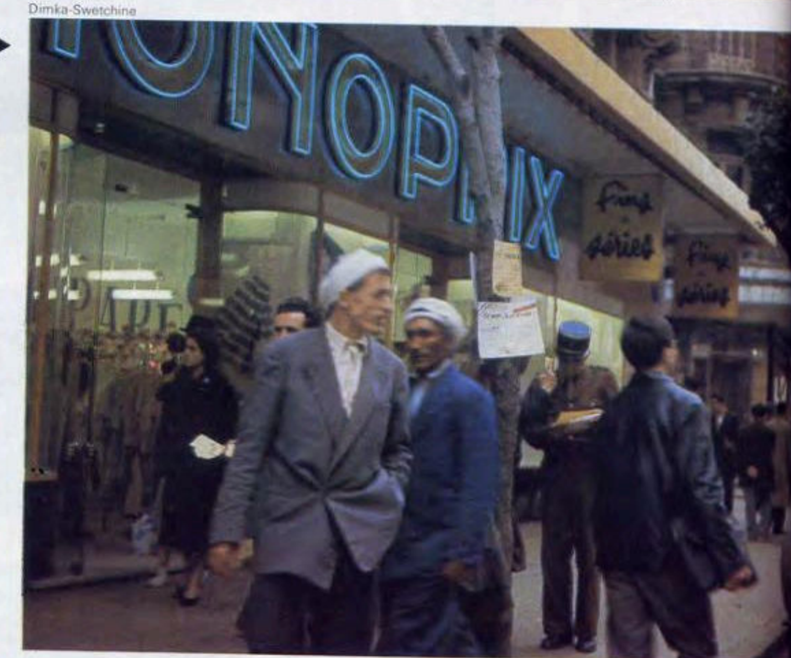
Bien, mais alors ? Passé les Coq-Hardi, Facs, Cafeteria, Otomatic et autres Bristol, le cœur d'Alger ? Ces enseignes-là formaient les relais, entre les relais, il y avait la rue. Belle procession. « Descendre la rue Michelet », c'était aller au-devant du soleil et de la mer. Le cœur d'Alger battit pour ça, pendant longtemps. Pour des joies descendues du ciel, comme par enchantement. Chaque matin, le frémissement de l'air, la dentelle d'ombre et de soleil sur les trottoirs, la fraîcheur persistante de l'eau sur les pavés balayés à grands jets, dès l'aube. Et la grande symphonie des odeurs proches, le café, la bière, l'anisette, les fleurs des étalages, les coquillages, le pain, l'encens des boutiques indiennes, la bouffée douceâtre des parfumeries. Toutes les portes étaient ouvertes et, dans le soleil, tous les parfums se mélangeaient. Au passage des Mauresques, le musc, le henné, l'ambre. De plus loin venait s'épuiser, jusqu'au centre de la ville, l'odeur du port. La vinasse, le goudron et de petites senteurs d'oranges.

La ville, d'emblée, évaluait ces privilèges. Elle vivait au présent et, dans ce présent, à la minute même que le ciel prodiguait. Son cœur se détraqua quand se fit, dans le sang, le procès du passé et quand il fallut bien se dire que l'avenir risquait d'aller se morfondre ailleurs.

Ceux qui ne connaissent pas grand-chose au drame s'imagineront que la ville a commencé à vivre au moment même où elle s'est sentie condamnée à mort : un certain 6 février 1956. Au rythme



Dimka-Swetchine



Dimka-Swetchine

La rue d'Isly, avec, ▶ au loin, le profil de la grande poste. Rue d'Isly, le Monoprix, une sorte de Sésame qui émerveillait les Arabes. Ils y venaient nombreux faire leurs emplettes au moment des fêtes de l'Aïd-es-Seghir ou de Noël, car tout se fêtait alors. Autre grand magasin d'Alger, les Galeries de France. Un immeuble opulent, dans un style néo-oriental, avec des boiseries d'acajou, des cuivres, des vitrines et des « articles de Paris ».


Dimka-Swetchine

du soleil et de la mer...

d'un kilo de tomates par pulsation. Non, de la rue Michelet à la grande poste, il était arrivé qu'on se conduisît autrement. Qu'on pleurât, par exemple, en des temps plus reculés, parce que c'était Montoire, au nom sinistre dans une France enchaînée. Cette voix qui sortait des haut-parleurs braqués devant la grande poste, le temps estompe ce qu'elle disait. Mais demeure le silence dans lequel tombèrent les derniers mots. Autre grand battement de cœur, autre vaste marée de visages et de clameurs : les Américains. « Franklin arrive ! » « Les vendanges se feront en novembre », etc.

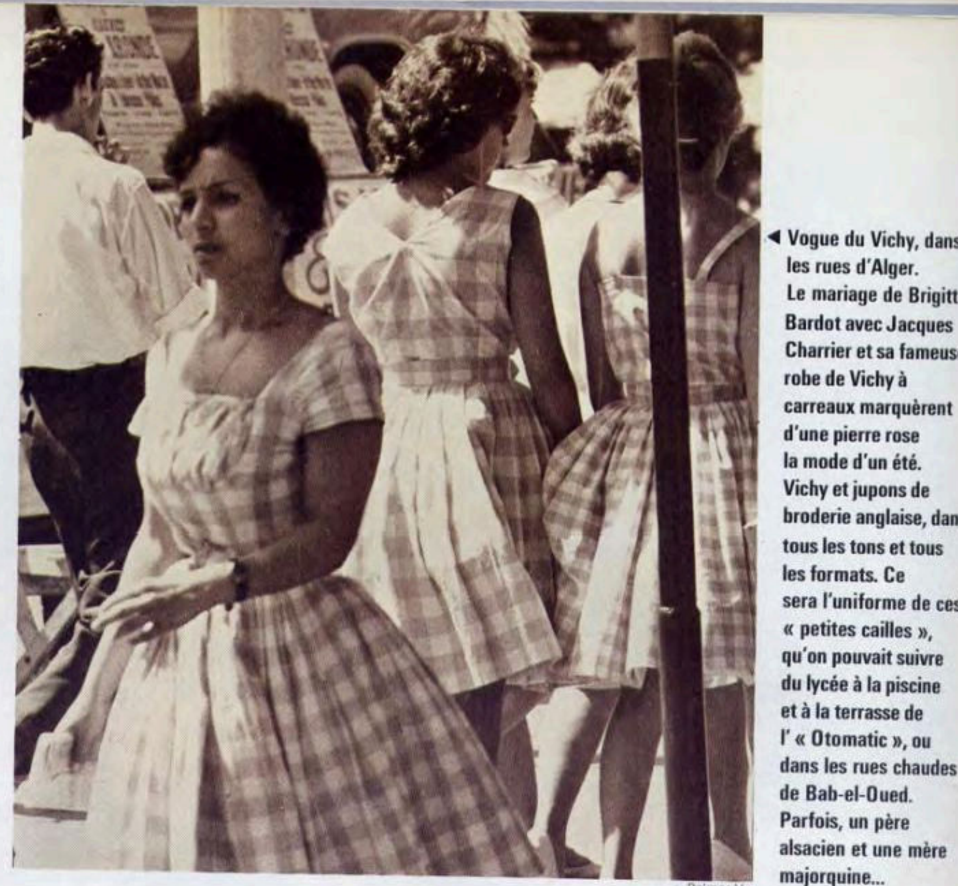
Au carrefour Charles-Péguy, en file indienne, les six premiers Américains capturés par les troupes vichystes, sur les hauteurs de la ville. Six Américains au casque hérissé de branchages, à la figure peinte en vert, au grand pas nonchalant, déambulant au milieu de la chaussée, rue Michelet, sous bonne escorte, sous les regards ahuris de la foule. Soudain, une voix lança, avec un accent pied-noir à couper au couteau :

– C'est comme ça, des Américains ?

Des houles de rire, des gens au milieu de la chaussée, les sentinelles débordées et, dans une belle impunité, une fraternisation bruyante, joviale, presque irrésistible. Attirés par la foule, englobés par la foule, les premiers G.I. d'Alger se volatilisèrent comme par enchantement.

Les pieds-noirs à l'Ours-Blanc

Peu de temps après, l'Otomatic, la brasserie des Facs, le Laferrière-Coq-Hardi étaient réquisitionnés comme boîtes à soldats. Le cœur d'Alger s'était vidé de ses étudiants. Les effectifs de l'université baissant d'un tiers au profit de ceux de l'armée. L'air se mit à sentir la savonnette, le tabac blond, la menthe de chewing-gum. Au cœur d'Alger, c'était la kermesse, la grande fiesta. Foyers de G.I., bourrés de bière, de rhum, de steaks, de pâtisseries, de pain blanc comme le lait, léger comme de la mousseline et fade comme l'hostie. Pour ces enfants gâtés, le paradis, c'était la beauté des filles et l'éclat du ciel. Mais pour les pieds-noirs, ce paradis-là devenait un enfer. Les hordes de lycéens qui n'avaient pas encore l'âge de faire la guerre, mais déjà celui de faire l'amour, se sentirent menacés sur leur propre territoire : le périmètre des facultés, l'Otomatic... Ils firent alors remonter le cœur d'Alger vers le haut de la rue Michelet, à la terrasse du Victor-Hugo, chez les Russes de l'Ours-Blanc, blancs eux aussi et qui débitaient le gigot de chameau aux sons des balalaïkas. Les Stawsky !



Palmer Vu

◀ Vogue du Vichy, dans les rues d'Alger. Le mariage de Brigitte Bardot avec Jacques Charrier et sa fameuse robe de Vichy à carreaux marquèrent d'une pierre rose la mode d'un été. Vichy et jupons de broderie anglaise, dans tous les tons et tous les formats. Ce sera l'uniforme de ces « petites cailles », qu'on pouvait suivre du lycée à la piscine et à la terrasse de l'« Otomatic », ou dans les rues chaudes de Bab-el-Oued. Parfois, un père alsacien et une mère majorquine...



Palmer Vu

Devant la superstation ▶ électronique (une ville où les superlatifs n'effrayaient personne), un vieil Arabe, en gandoura, pantoufles à carreaux et le pan de son burnous rabattu sur le turban. Il trottine, impassible et indifférent. D'où vient-il ? Où va-t-il ? Il n'a de regard ni pour les vitrines ni pour les passants. Si on lui demandait de prendre un bus pour arriver chez lui plus vite, il répondrait sans doute : « Et le temps gagné, qu'en ferais-je ? »



◀ « Aujourd'hui, je sais seulement que mon père est enterré au cimetière de Saint-Eugène... La première fois qu'il a mis les pieds en France, c'était pour faire la guerre. » Que ce soit au cours de la première guerre mondiale ou de la seconde, les pieds-noirs payèrent chèrement la défense de la liberté. *(Bab-el-Oued,* G. Conesa, R. Laffont.)



ces dames traversaient la salle comme on traversait un salon de Saint-Pétersbourg

« La douceur d'Alger est plutôt italienne, écrivait Camus, qui ajoutait : Ces villes n'offrent rien à la réflexion, et tout à la passion. Elles ne sont faites ni pour la sagesse ni pour les nuances du goût [...].

Et, en particulier, Édouard Stawsky, un Russe blanc-pied-noir.

Dans les murs, des aquariums, avec des poissons noirs comme la fumée, et, sur les murs, blancs sur fond de banquise bleuâtre, peints au ripolin, des ours errants, méditatifs. Dans le décor polaire, les ventilateurs tournaient à plein tube, le beurre fondait dans les raviers et des dames russes traversaient la salle comme on traversait un salon de Saint-Pétersbourg, le buste légèrement ployé et saluant en inclinant leurs vieilles petites têtes emmanchées d'un long cou. Leurs survivantes et leurs descendantes allaient devoir refaire leurs valises, en 1962, en pleurant l'Algérie française.

Mais, déjà, la ville était perdue, saccagée, agonisante, et, des « barricades » à la fin, son cœur avait beaucoup trop battu, souffert, espéré, désespéré, à travers des foules dont on réglait les houles, commandait les tempêtes pour des vertiges tricolores. Trop de larmes et trop de sang. Les jardins se turent, les rues se vidèrent. Des bateaux s'en allèrent. L'heure de l'arrachement et de la greffe venait de sonner pour tous. H

Marie ELBE

CHRONOLOGIE Mars 1956

FRANCE

6 : présentation de la Renault « Dauphine ».
8 : grève des travailleurs nord-africains dans la région parisienne.
8, 9 : débat à l'Assemblée nationale sur l'Algérie. Jacques Soustelle déclare : « L'Algérie perdue : si ces mots venaient à se traduire dans les faits, ils définiraient un désastre national comparable à Sedan et à juin 1940. »
11 : entretiens Eden-Guy Mollet à Londres.
12 : Guy Mollet obtient la confiance et les pouvoirs spéciaux par 455 voix contre 76.
19 : un plan franco-britannique de désarmement présenté aux Nations unies par Jules Moch.
23 : vote du projet de la loi-cadre sur les mesures propres à assurer l'évolution des territoires d'outre-mer par 477 voix contre 99.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1er : renvoi de Glubb pacha par un décret royal jordanien.
2 : déclaration franco-marocaine sur l'indépendance du Maroc.
5, 8 : traité d'amitié et de commerce entre l'U.R.S.S. et le Yémen.
6 : le Liban et l'Arabie Saoudite renoncent à adhérer au pacte de Bagdad.
7 : massacre de Palestro en Algérie.
Mohammed ben Youssef proclame l'indépendance du Maroc.
14 : au Caire, le président Nasser affirme à Christian Pineau qu'il n'aidera plus la rébellion algérienne.
20 : signature d'un protocole franco-tunisien sur l'indépendance de la Tunisie qui abroge le traité du Bardo.
22 : querelle yéméno-britannique au sujet de l'île de Karaman.
24 : élections tunisiennes (victoire du Front national).
28 : Allal el-Fassi, leader de l'Istiqlal, revendique le Sahara occidental.

AMÉRIQUE

7 : accord commercial entre le Canada et la Tchécoslovaquie (livraison de blé).
8 : visite de John Foster Dulles dans le Moyen-Orient.
18 : mort de Louis Bromfield.

ASIE

5 : couronnement du roi Norodom Suramarit au Cambodge.
8 : l'Inde accepte l'aide soviétique pour la construction d'une aciérie.
23 : proclamation de la République islamique du Pakistan. Le général Mirza élu président.

EUROPE

1er : négociations germano-alliées sur l'entretien des troupes stationnées en Allemagne.
Dissolution du Conseil national autrichien.
Grève générale en Finlande.
4 : allocution de Pie XII sur la paix.
5 : publication d'un « livre blanc » sur Chypre.
9 : arrestation et déportation aux Seychelles de Mgr Makarios.
10 : plainte de la Grèce aux Nations unies contre la politique britannique à Chypre.
12 : mort de Bierut, premier secrétaire du Comité central du parti communiste polonais (remplacé par E. Ochab).
13 : les salaires ouvriers augmentés de 20 % en Espagne.
28 : analyse du « rapport Khrouchtchev » par la Pravda.
29 : réhabilitation de Laszlo Rajk en Hongrie.

LA SEMAINE PROCHAINE



LA NÉGOCIATION OU LA GUERRE

Sommaire n° 213 :

- **Lacoste prend la barre**
La bataille des pouvoirs spéciaux se termine par la victoire de Guy Mollet. Robert Lacoste, ministre résidant, résume sa politique en Algérie pour l'Assemblée Nationale : « Ce qui est dépassé, c'est le temps des promesses. Ce qui est arrivé, c'est le temps de l'action, ferme et rapide... »

- **Guy Mollet sur les « pitons »**
Après avoir découvert, à Alger, l'état d'esprit de la population algérienne, il restait au nouveau président du Conseil à prendre contact avec l'armée... en plein hiver, dans le Constantinois.

- **Premières négociations**
La guerre d'Algérie pouvait-elle se terminer au lendemain des élections qui permirent au Front Républicain de prendre le pouvoir en France ?

- **Lacoste à Alger**
Le nouveau ministre résidant s'attelle à une gigantesque mission de sauvetage. A son arrivée à Alger, il trouve les militaires réclamant des renforts, les pieds-noirs criant à l'abandon, les musulmans pris entre deux feux.

- **Mort de Ben Boulaïd**
Un parachutage minutieusement préparé, un poste radio perfectionné, qu'un des chefs historiques du F.L.N. devait payer de sa vie.

- **A la frontière algéro-marocaine**
Sûres de l'impunité, les bandes du F.L.N. venues du Maroc vont, grâce à des embuscades et à des coups de main audacieux, prouver leur efficacité.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 1er trim. 1972. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 212 - 26 janvier 1972.

HISTORIA
magazine

Le général CATROUX a démissionné

MALGRÉ L'ORDRE "A.C."
ET UN DÉPLOIEMENT
DE FORCES GIGANTESQUE

L'ÉCHO D'ALGER

Mardi 7 Février 1956

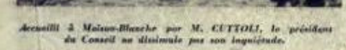
15 FRANCS

Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord — Directeur général : Alain de SÉRIGNY — Trois éditions quotidiennes

L'arrivée de M. Guy MOLLET à Alger a été marquée par de violents incidents

C'est sous une grêle de projectiles que le premier ministre a déposé au monument aux morts une gerbe qui fut presque aussitôt piétinée par la foule





Accueilli à Maison-Blanche par M. CUTTOLI, le président du Conseil ne dissimule pas son inquiétude.

Ces inquiétudes étaient fondées : pendant la cérémonie au monument aux morts, de violentes échauffourées mirent aux prises manifestants et C.R.S. (noirs et casqués)

Après la cérémonie, puis devant le palais d'Eté

Les C.R.S. réagissant avec brutalité ont dû lancer des grenades lacrymogènes pour ouvrir le passage au cortège officiel



Cependant, M. Guy MOLLET déposait une gerbe de fleurs au pied du monument aux morts



Le cortège officiel vient de passer... Les manifestants, aux abords du Palais d'Eté (certains s'infiltrèrent dans le parc par le Bardo) se heurtent aux C.R.S. et les lapident... Des grenades lacrymogènes éclatent... et quelques pétards...



Peu après, cette gerbe était déchiquetée, piétinée, et mise en pièces : il n'en restait bientôt plus



Un peu plus tard, avenue Franklin-Roosevelt, devant le Parc de Galland, les parachutistes endiguent un autre groupe de manifestants qui parviendront à rompre le barrage et atteindront la

après la réception faite par Alger à M. Guy MOLLET

La nouvelle a été annoncée à la suite d'un entretien téléphonique du président du Conseil et de M. R. Coty qui avait à ses côtés le "ministre résidant"

Dès son arrivée au palais d'Eté, M. Guy Mollet demanda à être mis en communication téléphonique avec l'Elysée.

Un instant après, M. Collaveri, préfet d'Alger, téléphonait personnellement aux directeurs des quotidiens pour leur apprendre que le général Catroux était démissionnaire et leur demandait de répandre aussitôt la nouvelle qui ne pouvait manquer de détendre l'atmosphère.

Quelques minutes plus tard, vers 17 heures, M. [illegible], secrétaire général du Gouvernement général, donnait lecture, dans le hall du palais de Mustapha, aux journalistes qui s'y trouvaient, de la déclaration suivante de M. Guy Mollet :

Dès qu'il a appris les manifestations d'aujourd'hui à Alger, particulièrement quand il a su que son nom pouvait devenir un thème de discorde entre ses anciens camarades de combat, le général Catroux m'a demandé de lui rendre sa liberté.

Soucieux de ne pas ajouter au drame qui divise déjà l'Algérie, j'ai accepté cette démission, mais je tiens à rendre hommage au grand soldat pour cette nouvelle preuve d'abnégation et de patriotisme.

Je poursuivrai moi-même mes conversations ici comme je l'avais annoncé à mon arrivée et je compte sur tous pour faciliter ma tâche.

UNE CONVERSATION TELEPHONIQUE ENTRE LE PALAIS D'ETE ET L'ELYSEE

Que s'était-il passé ?

Le président du Conseil avait fait à M. le président René Coty un récit rapide des moments difficiles qu'il venait de traverser. Il lui fit part, très vraisemblablement, des avis unanimes qu'il avait recueillis en quelques instants depuis son atterrissage à Maison-Blanche sur le « problème Catroux ».

Le dialogue s'interrompit pendant quelques minutes : le président de la République avait à côté de lui le général Catroux venu à l'Elysée dans l'attente de la communication du palais de Mustapha...

M. Guy Mollet avait depuis plusieurs jours, à sa disposition, le portefeuille du « ministre résidant à Alger ». Le général Catroux, apprenant les incidents, renouvela sa démission jusque-là rejetée. M. Guy Mollet, dont l'apparente obstination était inspirée par la volonté de s'informer sur place de la situation à Alger, accepta la démission du général Catroux, en lui exprimant sa gratitude et en le félicitant de son abnégation, devait-il préciser dans la soirée, au cours d'une conférence de presse.

Lettre ouverte à M. Guy Mollet président du Conseil

par ALAIN DE SÉRIGNY

Monsieur le Président,

Vous avez tenu à Paris, devant la délégation des élus d'Algérie, des propos fort nets. Certains de ces propos se voulaient apaisants. D'autres légitimaient de réelles inquiétudes. Vous voici à Alger. Pourquoi ?

Vous venez à Alger, avez-vous dit, pour vous informer auprès des personnalités que jusqu'à présent vous n'avez pas eu le loisir de consulter. Méthode excellente. On ne vous la reprochera pas. Je ne crois pas en tout cas que le directeur de ce journal, sensible aux réactions de l'opinion publique, sorte de son rôle d'informateur en essayant — s'il n'est pas trop tard — de vous éclairer de son mieux sur l'état d'âme d'une population dont la générosité dans l'effort et le sacrifice est devenu légendaire.

La situation algérienne est dominée par un fait : la « crise de confiance qui affecte les rapports de la collectivité européenne et de la collectivité musulmane ». M. Jacques Soustelle, tout récemment, l'a noté avec beaucoup de pertinence : cette crise de confiance retentit à son tour, profondément, sur les rapports entre l'Algérie et la métropole.

Les raisons de cette crise ? Vous les connaissez. Les unes, relativement anciennes, remontent à la Toussaint tragique de 1954. Les autres sont d'une actualité brûlante. Toutes ont concouru à susciter ici une véritable psychose de peur : la peur que la France, en fin de compte, n'abandonne l'Algérie.

Causes lointaines ? Rappelez-vous, Monsieur le Président, le 3 novembre 1954. L'Algérie, ce jour-là, compte ses morts, les pieds dans le sang. Une voix cependant l'arrache à son cauchemar, celle du gouverneur général Léonard. Celui-ci déclare :

« Avec calme, avec discernement, mais avec une volonté qui ne fléchira pas, nous irons jusqu'au bout et nous mettrons hors d'état de nuire, non seulement les exécutants, mais les inspirateurs. »

Fallait-il alors mettre en doute la sincérité de ce message ? Personne n'y songea. Le gouverneur général n'avait-il pas prié M. Mendès-France et ses ministres de répondre à cette exceptionnelle situation par des mesures non moins exceptionnelles ? N'avait-il pas suggéré, précisément, l'application d'une législation d'exception et ne paraissait-il pas avoir été entendu ?

SUITE EN PAGE 4



Assommé par un C.R.S., un manifestant est transporté par ses amis

Reportage photographique de Louis GRECK

« L'objectif de la France, la volonté du gouvernement, c'est, avant tout, de rétablir la paix, libérer de la peur les esprits des uns et des autres et pour cela obtenir que cessent le terrorisme et la répression aveugle... C'est donc maintenir et renforcer l'union indissoluble entre l'Algérie et la France métropolitaine. Mais c'est reconnaître et respecter la personnalité algérienne... ».